ISSN 0024-7650

Des milliards aux patrons pour faire travailler les jeunes au rabais

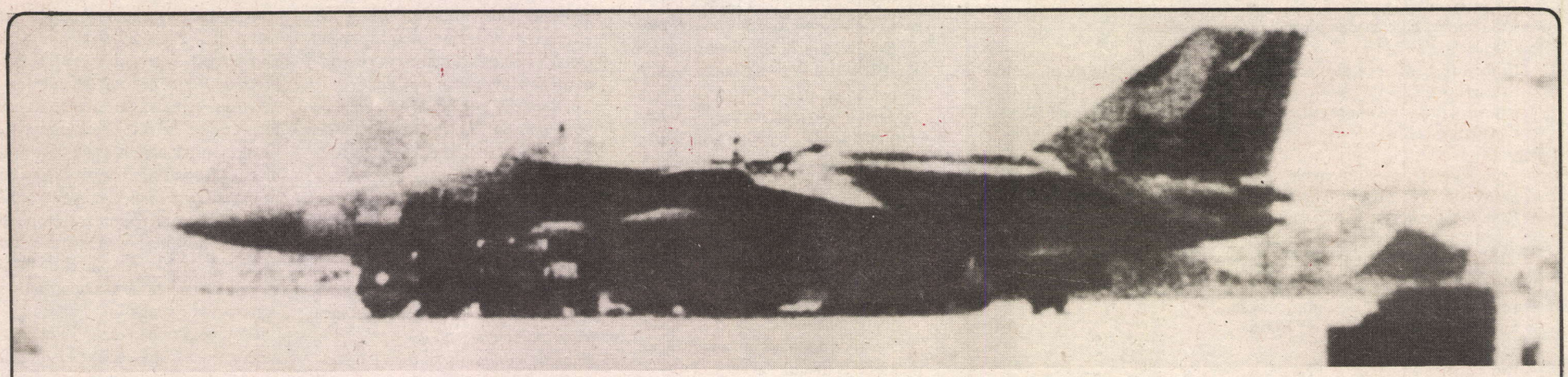
P. 4

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 933 - 19 avril 1986 - prix : 6 F

Révision du budget : pour les riches c'est dans la poche

P. 5



Reagan : un terroriste avec de grands moyens

Pages 3, 8 et 9

M 6189 - 933 - 6 F

SOMMAIRE

International

Pages 8 et 9
— Les bombardements américains en Libye : un avertissement aux populations pauvres, et une préparation psychologique pour la population américaine et européenne.

Page 10
— Le PCI : sans programme ni gouvernement.
— Corée du Sud : un général-président vient serrer la main aux présidents (directeurs) généraux.
— L'URSS de Gorbatchev.

Politique

Page 6
— En bref : ce qui est capital dans le foot, sports et nouvelles de nos belles provinces...

Page 7
— La course à l'Elysée au sein du PS : plus de tendances, place aux écuries présidentielles.
— Le PSU à la recherche de la meilleure façon de disparaître.

Social

Page 4
— Emploi des jeunes : toujours les mêmes recettes et la même inefficacité.
— Les "nouveaux pauvres" dans les statistiques.
— Edmond Maire à Philippe Seguin : Vous m'avez compris !

Page 5
— Le gouvernement aux bourgeois : enrichissez-vous vite !
— Révision du budget : pour les riches, c'est dans la poche.
— Les banques et le chèque payant : par ici la monnaie.

Page 11
— Embryons congelés : des techniques d'avant-garde pour le meilleur des mondes ?
— Prisons : peine incompressible de 30 ans ? La droite prisonnière de sa démagogie.

Page 13
— Dans les entreprises : Cégédur (Issoire) ; SNCF
— Echos des entreprises : Thomson (St.-Denis) ; Alsthom (Belfort) ; RNUR Billancourt ; Levi-Strauss (La Bassée-Nord).

Loisirs et culture

Page 14
— Livre : *Tête de Turc* de Günther Wallraff.
— Film : *Zone rouge* de Robert Enrico.

Page 15
— Dans quatre semaines, la Fête !

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage 23 000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

D'EISENHOWER ET KENNEDY À REAGAN, LA CONTINUITÉ

Il y a 25 ans

LE DÉBARQUEMENT DE LA BAIE DES COCHONS À CUBA

Le samedi 15 avril 1961, les aérodromes cubains étaient bombardés par des avions américains et le 17, des groupes d'exilés cubains, hostiles au régime de Castro, débarquaient au sud de l'île, dans la baie des Cochons, sur la Playa Giron.

Ces émigrés anti-castristes, au nombre de 2000, équipés par l'armée américaine, avaient été entraînés depuis plus d'un an par des conseillers de la CIA dans le but de déstabiliser le pouvoir castriste voire de le renverser à plus long terme. Les anti-castristes voulaient établir une tête de pont dans cette région de l'île spécialement choisie parce qu'accessible par une seule route, y établir un gouvernement provisoire, et, à partir de là, chercher à reconquérir petit à petit l'ensemble du pays. Pour cela, ils disaient compter sur le soutien de la population que les agents américains présentaient comme fermement hostile à Castro.

Mais si les anticastristes s'étaient entraînés depuis plus d'un an, Castro, qui s'attendait à cette offensive, s'y était également préparé. Et la défaite des contre-révolutionnaires fut rapide. En moins de 72 heures, les assaillants étaient repoussés et plus de 1500 furent faits prisonniers. Castro les échangera contre des médicaments, de la nourriture et 63 millions de dollars. L'opération se solda donc par un cuisant échec politique et militaire pour les USA.

Si le gouvernement nord-américain n'avait pas forcément vu d'un mauvais œil l'arrivée de Castro au pouvoir, du moins au tout début, l'évolution du régime castriste leur plut de moins en moins. C'est que la mise en œuvre de la moindre réforme se heurtait très vite aux intérêts américains.

La moindre réforme agraire dans une île où la quasi totalité des paysans étaient sans terre remettait en cause les intérêts des gros propriétaires américains. Et, quand Cuba décida d'acheter du pétrole à l'URSS qui le lui consentait à 25 % moins cher, le Congrès américain décida de réduire la quantité de sucre acheté à Cuba. Castro, en dirigeant nationaliste résolu, répliqua en nationalisant les principales entreprises américaines qui occupaient l'essentiel de la vie économique cubaine. En réponse, les USA décrétèrent le blocus économique de Cuba en octobre 1960.

Le gouvernement américain présente Castro comme la cible à abattre

L'idée d'en finir avec Cuba avait fait son chemin rapidement parmi les dirigeants américains. D'autant plus que des élections présidentielles qui se déroulaient à la même époque avaient amené les candidats démocrate et conservateur à une certaine escalade. Et si c'est Kennedy, élu président au début 1961, qui prit la responsabilité de l'assaut et subit l'échec, c'est sous la présidence d'Eisenhower que la décision de cette intervention avait été prise. Kennedy disait : *"Nous ne pouvons continuer à vivre plus de dix ans avec ce cancer qu'est Castro"*, et encore : *"On peut toujours négocier les questions économiques et commerciales, mais on ne peut négocier la présence du communisme dans l'hémisphère occidental."*

Une première invasion devait avoir lieu en automne 1960, mais elle fut décommandée par Eisenhower et Kennedy qui n'étaient pas convaincus par le plan de la CIA. Ce n'était que partie remise, les USA ne pouvaient tolérer dans cette partie du monde où ils sont les maîtres la moindre contestation. Le 2 janvier 1961, ils rompaient toute relation diplomatique avec Cuba. Dès lors, le régime cubain s'attendait à une intervention. La seule chose qui faisait hésiter le gouvernement américain était de savoir s'il fallait ou non faire intervenir des soldats américains. Kennedy préférait que ce soit essentiellement des Cubains qui s'en chargent de façon à ne pas prendre de risque d'incident diplomatique avec l'URSS. Il fallait maintenir la fiction d'une affaire entre Cubains.

Echec pour l'impérialisme américain

Lorsque les premiers assaillants débarquèrent à la Playa Girón, ils se retrouvèrent face à des paysans mobilisés qui préféraient se faire tuer plutôt que de céder du terrain. Une série d'erreurs tactiques de la part des Américains favorisèrent peut-être les partisans de Castro, mais le plus déterminant fut cette mobilisation de la population qui, contre toute attente de la part du gouvernement américain, était prête à se battre pour défendre son nouveau régime et ses acquis, à commencer par la réforme agraire. La révolution cubaine n'avait certes pas amené le socialisme, elle n'y prétendait pas d'ailleurs, mais elle avait permis d'en finir avec un régime corrompu où la police protégeait ouvertement tous les trafics et où les ressources de l'Etat servaient à enrichir le dictateur Batista, vomi par la population.

C'est ainsi que la tentative militaire américaine à Cuba, face à tout un peuple mobilisé, fut un échec retentissant.

Ghislaine GAUTHIER

CERCLE LÉON TROTSKY

Vendredi 25 avril 20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Paris 5e
Métro Maubert-Mutualité
et sera consacrée au sujet suivant :

LES PARTIS COMMUNISTES EUROPÉENS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code Postal _____ Ville _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

DES BOMBES DANS UN CIEL SEREIN, CELA A TOUJOURS ANNONCÉ DES TEMPÊTES

Un pays qui envoie ses avions, à la suite de multiples incidents considérés comme des vexations, bombarder par surprise une ville d'un pays avec lequel il n'est pas en guerre, tout un peuple solidaire — a-t-on dit — de cette vengeance, cela s'est déjà vu : le 8 décembre 1941. L'état-major si fier de son acte héroïque, c'était celui de l'armée japonaise. La ville, c'était Pearl Harbour. Le peuple tout entier des Etats-Unis d'Amérique s'est senti victime de cette attaque par traîtrise et en fut soulevé d'indignation.

Il y a un autre précédent. Des avions d'une grande puissance qui bombardent une ville d'un pays plus faible avec lequel ils n'étaient pas en guerre, massacrant des femmes, des enfants, des civils. L'histoire a retenu le nom de cette ville, grâce à un tableau célèbre de Picasso : Guernica, au Pays basque espagnol. Les avions étaient allemands.

Aujourd'hui, tout l'Occident est fier du bombardement par des avions américains de deux villes de Libye, pays avec lequel les USA n'étaient pas en guerre, bombardements sans préavis, qui visaient en particulier le chef de l'Etat libyen.

Il n'y a pas de quoi être fier d'avoir tué une enfant de quelques mois, d'avoir mutilé à vie des enfants de 3 ans et de 4 ans. Même si ce sont les enfants ou les enfants adoptifs de Kadhafi, un dictateur. Kadhafi a sûrement des crimes sur la conscience, mais ses enfants étaient innocents, comme étaient innocentes toutes les autres victimes civiles du bombardement américain. Les crimes de Kadhafi ne rendent pas moins criminels les actes des USA et des autres grandes puissances qui les soutiennent et les imitent.

Comment croire que c'est contre la dictature que les USA agissent, alors qu'ils ont supporté, soutenu, des dictatures infiniment plus criminelles à quelques centaines de kilomètres seulement de leurs côtes, comme celle de Bébé-Doc à Haïti ? Et cela pendant des dizaines d'années. Ils ont supporté la dictature des généraux argentins sans rien faire pour les abattre. Ils supportent encore celle de Pinochet au Chili, sans rien faire pour l'éliminer.

Non, en réalité, ce n'est pas aux dictatures ou aux dictateurs que les USA en ont. C'est aux peuples qui voudraient échapper à la domination de l'impérialisme. Reagan et les USA veulent montrer qu'ils sont les plus forts. Qu'ils ont les moyens de frapper quand ils le veulent, là où ils le veulent, partout dans le monde. Qu'ils sont tellement forts que les autres puissances, même lorsqu'elles condamnent leurs gestes, ne peuvent pas les empêcher. Elles peuvent tout juste essayer de se mettre hypocritement un peu à l'écart, comme l'a fait la France, pour éviter d'être victimes d'un terrorisme renforcé. Car ce n'est pas non plus le terrorisme que les USA veulent abattre de cette façon. Tout le monde sent bien, au contraire, qu'ils risquent de le légitimer et de le renforcer.

Mais les USA s'en moquent, du terrorisme. Ils veulent seulement montrer qu'ils sont puissants, très puissants. Au point d'avoir obtenu que l'Union Soviétique envoie ses bateaux regarder ailleurs, la nuit du raid, si elle ne voulait pas être victime des éclaboussures.

Aucun travailleur ne peut défendre le terrorisme aveugle et individuel défendu par des gens comme Kadhafi et comme d'autres. Mais aucun travailleur ne peut non plus être solidaire et défendre le terrorisme tout aussi aveugle et ignoble des grandes puissances.

Ce terrorisme-là nous conduira un jour, inéluctablement, à une guerre mondiale, le jour où les USA auront décidé d'y entraîner la planète.

Parce que, rappelons-nous : aussi bien Guernica que Pearl Harbour furent les signes avant coureurs, chacun à leur façon, chacun dans un continent, de la Deuxième Guerre mondiale.

Arlette LAGUILLER

Voir nos articles sur l'intervention américaine en Libye en pages 8 et 9.

Pentecôte 86

Les 17, 18 et 19 mai Lutte Ouvrière vous attend à Presles pour sa fête annuelle

Une fête où se retrouvent chaque année les travailleurs révolutionnaires qui veulent soutenir notre courant et discuter avec nos militants ; une fête où tous ceux qui s'intéressent aux idées révolutionnaires peuvent amener leurs camarades de travail et leurs amis, car ce sera l'occasion de discuter politique, d'échanger des idées, de participer aux différents forums proposés et de s'intéresser aux expositions consacrées en particulier, cette année, au cinquantième anniversaire de la grève générale de juin 1936.

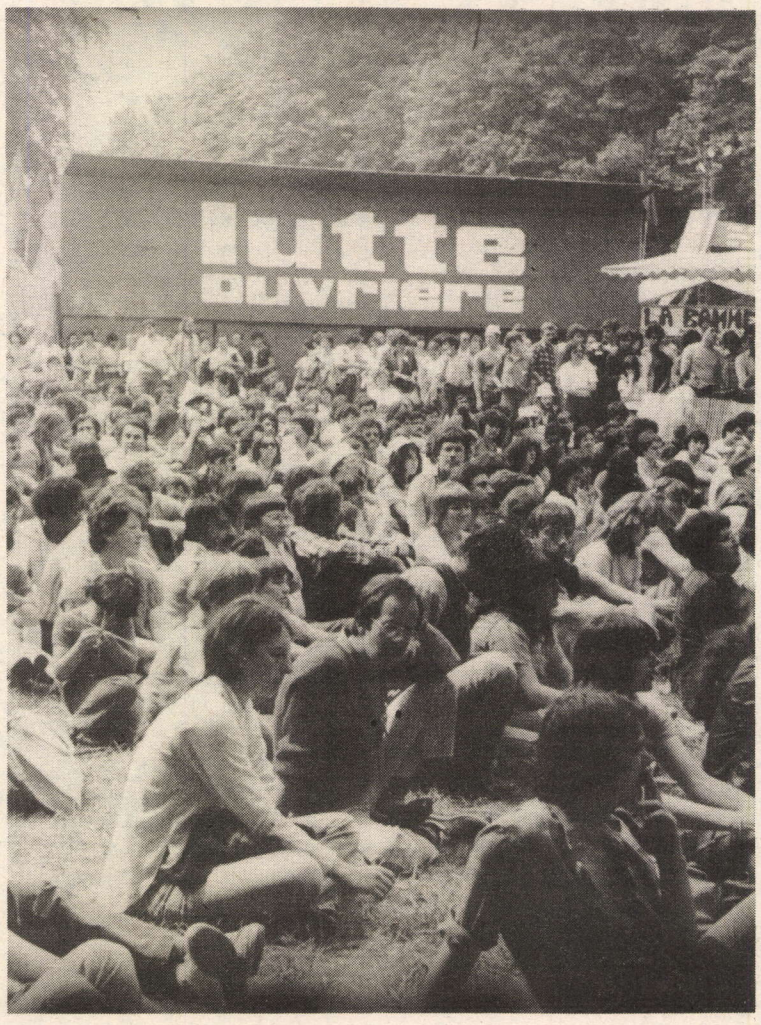
La fête de LUTTE OUVRIERE c'est aussi, et c'est maintenant une tradition, le rendez-vous de nombreuses organisations d'extrême-gauche, de France et de l'étranger, dont les militants viennent discuter librement et fraternellement de leur politique et de leurs activités.

Ce sera donc une fois de plus la démonstration de la vivacité des idées révolutionnaires. Et il est important que cette démonstration soit un succès, à un moment où les vieilles organisations réformistes de la classe ouvrière — le PCF et le PS — ont montré l'impasse politique dans laquelle elles ont engagé les travailleurs qui leur faisaient confiance.

○
○ ○

Bien entendu, la fête de LUTTE OUVRIERE est aussi une fête champêtre, un lieu de détente et de distractions dont vous trouverez un premier aperçu du programme

en page 15.



EMPLOI DES JEUNES

TOUJOURS LES MÊMES RECETTES... ET LA MÊME INEFFICACITÉ

Le dernier Conseil des ministres a défini les grandes lignes de son plan pour l'emploi des jeunes. Ces grandes lignes se résument à vrai dire en peu de mots : pour les patrons, exonérations.

Exonération de 25 % des charges sociales pour tout jeune embauché avant fin 1986, même sous contrat provisoire, même si les effectifs de l'entreprise concernée ne s'accroissent pas... Autant dire qu'on conseille aux patrons d'embaucher des jeunes à la place de travailleurs déjà dans l'entreprise, vieux... ou jeunes !

Exonération de 50 % des charges sociales pour l'embauche d'un jeune à l'issue d'un TUC ou de stage en formation alternée.

Exonération de 100 % des charges sociales pour tout jeune embauché en formation en alternance.

Alors qu'on parlait déjà de ces mesures depuis plusieurs jours, l'ex-ministre socialiste du Travail, Delebarre, avait déclaré dimanche 13 avril :

"Le gouvernement a tout à fait raison de poursuivre un des axes prioritaires de la politique gouvernementale qui avait été conduite depuis 1981." Il faut dire que les gouvernements socialistes avaient eux aussi assuré la "continuité" avec les gouvernements précédents, ceux de Raymond Barre...

Car au fil des années, des "stages Barre" à la formation en alternance en passant par les TUC, et jusqu'aux mesures du dernier-né des gouvernements, la politique menée est toujours la même : "inciter" les patrons à embaucher en transférant au budget de l'Etat une partie des charges sociales que les patrons auraient dû payer. Avec, comme seconde constante, la même inefficacité.

Le Monde daté du 17 avril relevait que *"de 1977 à 1982, 50 % des stages de jeunes ont donné lieu à des embauches, les plus souvent anticipées, et ces dispositions n'ont pas permis de diminuer le chômage des jeunes. On a même constaté, pendant la même période, que la proportion des moins de 25 ans dans le flux d'embauche n'avait pas varié."*

Ce qui peut signifier que les mesures prises auraient enrayé une aggravation, mais peut aussi signifier que, incitations ou pas, les patrons n'ont embauché que les jeunes qu'ils avaient de toute façon l'intention d'embaucher, mais ont profité des mesures gouvernementales pour leur faire faire un essai prolongé à peu de frais (embauche *anticipée* sur les fins de stages).

Les mesures annoncées par le gouvernement ne changeront sans doute rien au chômage des jeunes (25 % des jeunes sont au chômage). Et, si effet elles ont sur ce plan, il sera compensé par des disparitions d'emplois pour des travailleurs en poste, vieux ou jeunes.

Par contre, les patrons n'auront pas manqué de profiter des exonérations !

J.J.F.

Les chèvres de Philippe Seguin

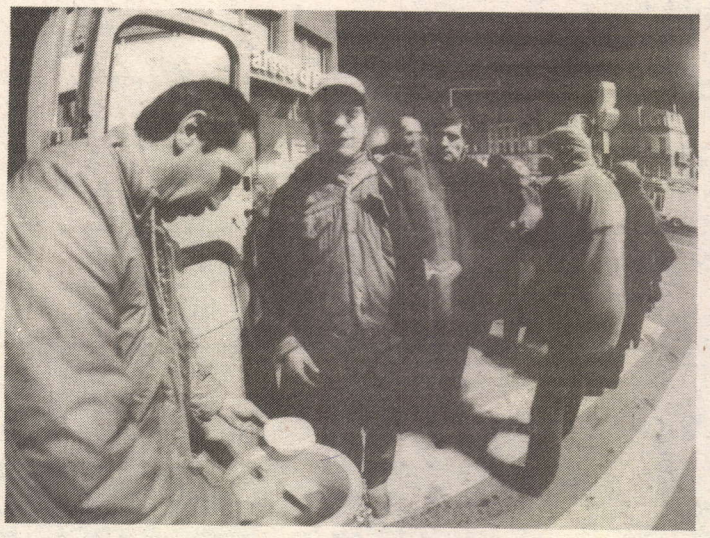
Philippe Seguin, c'est le nouveau ministre de l'Emploi. C'est lui qui est chargé d'offrir tous ces milliards aux patrons pour qu'ils payent les jeunes à tarif réduit. Voilà comment il a expliqué la chose au *Journal du Dimanche :*

Question : *"Allez-vous créer un "SMIC-Jeunes" moins élevé que le SMIC actuel ?"*

Réponse de M. Seguin : *"Il n'en est pas question. Dans certaines situations de formation, il est possible de payer le salaire en quelque sorte "en nature", sous forme de formation, et de diminuer à due concurrence le salaire versé en argent".*

Sur les plantations esclavagistes, le salaire en nature, c'était au moins la nourriture. Là, c'est "la formation". Et qui va contrôler la "formation" ? On voit ça d'ici. Si le jeune "apprend" à balayer l'atelier pendant 4 heures, il faudra qu'il se contente des 4 heures de balayage comme casse-croûte "formateur".

LES "NOUVEAUX PAUVRES" DANS LES STATISTIQUES



Depuis plusieurs années, la soupe populaire a refait son apparition dans Paris.

Les chiffres concernant le nombre de chômeurs sont contestés, on le sait. Officiellement ils dépassent les deux millions et demi, mais bien des chômeurs ne sont pas inscrits à l'ANPE, et ne sont donc pas recensés. Combien ? C'est évidemment impossible à dire. Selon diverses estimations, il y aurait environ trois millions de chômeurs dans le pays. La droite a contesté, durant la campagne électorale, les chiffres de la gauche, et promis qu'elle ferait la lumière sur cette question. Si elle le faisait vraiment, il lui faudrait admettre un chiffre du chômage bien supérieur à celui d'aujourd'hui. Cela ne changerait rien au sort des chômeurs, mais le problème apparent du chômage serait plus important. Il n'est donc pas évident que la droite tienne cette promesse-là et qu'on soit vraiment renseigné dans l'avenir.

En attendant, l'UNEDIC (l'organisme qui indemnise les chômeurs) a publié une enquête sur les 2 634 300 demandeurs d'emplois de l'ANPE recensés en mars 1985. Parmi eux, 972 900 (près d'un million donc) n'étaient pas indemnisés. Mais en réalité une bonne partie d'entre eux, pour diverses raisons, ne réclamaient pas d'indemnisation. Par contre, 329 000 s'étaient vu refuser leur dossier par suite d'une période d'activité salariée insuffisante, et surtout 254 000 étaient des chômeurs ayant épuisé leurs droits à indemnisation. Il y a là plus d'un demi-million de cas dramatiques. Ceux qui vivent dans des familles dont d'autres membres ont un emploi peuvent encore s'en sortir plus ou moins. Mais ceux qui sont seuls, ou qui vivent avec des conjoints dans la même situation, n'ont plus aucune ressource.

Les statistiques font donc état d'un demi-million de pauvres démunis d'à peu près tout. Encore une fois, ils sont certainement bien plus nombreux. Mais les statistiques ont honte de révéler la vérité.

A.V.

EDMOND MAIRE À PHILIPPE SEGUIN

VOUS M'AVEZ COMPRIS !

Si la droite avait de grandes dents avant les élections, maintenant qu'elle est au gouvernement certains lui trouvent des allures de grand-mère.

Le petit chaperon rose Edmond Maire semble en tout cas lui trouver un certain charme. Avec Philippe Seguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi *"le courant a passé, et tant mieux"* a déclaré le secrétaire général de la CFDT au "Club de la presse" d'Europe 1. *"Les propositions de la CFDT ont été plus qu'écoutées"* par le ministre. Pourquoi ne l'auraient-elles pas été, puisqu'elles vont dans le sens de ce que souhaite le gouvernement ? Ainsi, la CFDT a accueilli positivement la non-abrogation de la loi du 28 février 1986 sur la flexibilité. Maire est même prêt à aller *"au-delà de la loi Delebarre"*, proposant au patronat des *"ouvertures plus grandes"* et *"plus de souplesse"* sur l'aménagement du temps de travail. En ce qui concerne les cadeaux aux patrons, comme l'exonération des charges sociales pour les entreprises qui embauchent des jeunes en "formation", Edmond Maire trouve *"la piste excellente"* et ajoute seulement qu'il ne faut pas que les mesures envisagées aboutissent à introduire les TUC dans le secteur privé.

Un nouveau recentrage de la CFDT ? Mais non, c'est tout à fait dans le continuité de la politique précédente. Ce que Maire a cautionné quand la gauche était au gouvernement — les TUC, le blocage des salaires, la flexibilité — il ne peut pas le refuser à la droite. Car finalement, celle-ci ne fait que pousser un peu plus loin les mesures adoptées par le gouvernement précédent.

Il y a un changement, cependant, dont les dirigeants de la CFDT ont dû se rappeler : c'est que, si la CFDT entend bien rester le syndicat de la concertation, la couleur politique du gouvernement a changé et que, quoi qu'en disent ses dirigeants, ils sont passés dans "l'opposition" en même temps que ceux du Parti Socialiste.

Dans ces conditions, Georges Granger, secrétaire général de la Fédération générale des Mines et de la Métallurgie CFDT, a pu fustiger le CNPF à propos du refus de celui-ci de négocier sur les conditions d'application de la loi sur la flexibilité : *"Notre patience ayant des limites, nous serions enclins à recourir à d'autres moyens d'action"*. Attention, dit la CFDT, ce n'est pas parce que nous n'avons rien fait pendant cinq ans que cela doit obligatoirement continuer. Mais, comme on ne se refait pas en quelques semaines, ce monsieur regrette tout de même de devoir parler ainsi, estimant qu'il ne serait pas sérieux que *"le patronat et le gouvernement prennent le risque de la reconstitution d'un front des cinq grands syndicats"*.

Si l'on comprend bien le sens des mots, la désunion syndicale est, pour la CFDT, un argument de vente, et elle n'est prête à la remettre en cause que si le prix proposé (la concertation avec le CNPF) n'est pas assez élevé...

Pierre CHAMBEY

BOUSSAC FORMATION

LES FORMATEURS N'ONT PAS ATTENDU LE PLAN BALLADUR POUR FAIRE FORTUNE

Au moment même où le gouvernement s'apprête à verser des milliards au patronat pour, paraît-il, former des jeunes dans les entreprises, on apprend que des "formateurs" chargés d'aider des salariés licenciés du groupe Boussac à se reconvertir auraient détourné 10 millions de francs depuis 1976. Si les contrôles — si tant est qu'il y ait contrôles — sur l'usage fait par les patrons des subventions à la formation prévues par le plan Chirac-Balladur sont aussi efficaces que ceux qui étaient censés s'exercer sur les formateurs de Boussac, ça promet !

RÉVISION DU BUDGET

Pour les riches c'est dans la poche

Le gouvernement a précisé, trois jours après, les mesures de révision du budget qu'il avait annoncées lors du conseil des ministres convoqué par Chirac le dimanche 13 avril.

Cette révision porte sur un peu plus d'une vingtaine de milliards d'économies et de recettes supplémentaires (22,5) compensées par autant de dépenses nouvelles (21,1). Sur un budget de 1000 milliards environ, cela représente près de 2 %. Si cette proportion prouve qu'il n'y a pas de bouleversement d'importance par rapport au budget du gouvernement Fabius — dont l'orientation n'était pas fondamentalement différente — le gouvernement Chirac au travers de la publication de ce collectif budgétaire annonce ostensiblement la couleur : "Possédants et riches, la droite vous en donne plus". Que ce soit avec l'amnistie fiscale sur le rapatriement des capitaux, (avec seulement une taxe de 10 % contre 25 % pour l'amnistie Mauroy en 1981, et avec l'assurance de conserver l'anonymat vis-à-vis des services fiscaux), ainsi que le rétablissement de l'anonymat sur les transactions sur l'or, ou que ce soit la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF), la diminution de l'impôt sur les bénéfices sur les sociétés, ou que ce soit encore les milliards distribués sous forme d'exonération de charges sociales aux employeurs, sans compter les 8 milliards attribués à la sidérurgie, à Renault et aux chantiers navals, qui d'une façon ou d'une autre enrichiront des fortunes privées.

Pour donner aux riches, c'est bien entendu aux salariés, aux travailleurs, qu'il sera pris plus. Les recettes supplémentaires seront entre autres payées par l'augmentation de la forme d'impôt la plus injuste, celle de l'impôt indirect, des taxes, qui comme l'augmentation du tabac, du loto, ou des taxes sur l'essence grossiront les rentrées en faisant supporter le poids le plus grand aux catégories les plus défavorisées.

Alors oui le patronat peut afficher son contentement, cela ne l'empêchera pas d'ailleurs d'en réclamer plus. Tout le monde sait que ce n'est pas cela qui fera reculer le chômage, qui diminuera l'endettement, ou qui permettra d'amorcer un redressement quelconque de l'économie du pays, même si c'est hypocritement à ce titre que ces mesures sont prises. Mais qu'à cela ne tienne, du moment que les riches s'enrichissent, l'avenir de la société n'est pas plus leur problème que celui du gouvernement.

en bref

Doumeng l'argent n'a pas de couleur

"François Guillaume est le meilleur ministre que les agriculteurs français puissent souhaiter avoir. Il sait de quoi il parle, et je préfère un homme comme lui, ancien syndicaliste, qu'un fonctionnaire."

Propos tenu par Jean-Baptiste Doumeng, un des gros de l'agriculture en France, connu pour ses liens (dans le passé ?) avec le Parti Communiste Français qui lui ont valu le sobriquet de "milliardaire rouge"...

Doumeng est un très gros de l'agriculture, et en se déclarant satisfait de Guillaume, il sait de quoi il parle.

Rouge, Doumeng ? un rouge bien passé, incolore en vérité. Comme l'argent.

En avant, marge!

Ça y est, c'est décidé, les commerçants pourront fixer librement leurs prix et leurs marges bénéficiaires, sauf pour certains produits alimentaires et pour la pharmacie. Mais le reste viendra plus tard. Décidément il n'y a que les travailleurs qui ne peuvent pas fixer librement le montant de leurs salaires !

Electricité: les retombées du nucléaire

L'électricité aussi va baisser de 1 %, cela semble normal. Il paraît pourtant que ça ne l'est pas : EDF réclame 1,5 % de hausse. Il faut en effet payer le remboursement des emprunts (213 milliards de dettes pour EDF plus 30 milliards de frais financiers). C'est le prix du tout nucléaire d'il y a quelques années. C'était, disait-on, pour que la France acquière l'indépendance énergétique. Moyennant quoi il faut faire venir l'uranium de l'étranger et payer cher aux banques dont la plupart sont étrangères.

Le consommateur peut quand même se réjouir : l'électricité va baisser un peu. En tant que contribuable (et surtout contribuable indirect), il peut s'inquiéter, car il faudra bien que l'Etat compense le manque à gagner d'EDF. Et lorsqu'il faut payer, chacun sait qu'alors, l'Etat c'est vous et moi.

Baisse du gaz: il y a une fuite

Le comité national des prix vient de décider une baisse du prix du gaz de 2 % pour les particuliers. C'est une baisse scandaleusement basse. Les petits industriels obtiennent 3,2 %, et les gros industriels qui ont des contrats "commerciaux" ont déjà obtenu depuis quelques semaines moins 23 %, conformément à l'évolution des prix internationaux du pétrole sur lequel le prix du gaz est plus ou moins indexé.

Le gaz domestique sera donc vendu au moins 21 % trop cher pour la population. Le mot "égalité" est inscrit au fronton des mairies, mais il vaut mieux être gros et industriel que maigre et salarié.

Modérez vos transports

Les transports en commun de la région parisienne vont augmenter de 3,77 pour le ticket de métro à 11,11 % pour la carte orange, cinq zones. C'est plus que l'inflation. Ce ne sont ni les hausses salariales, ni les tarifs pétroliers qui peuvent expliquer cela. Au contraire. Il s'agit de faire payer l'usager, un point c'est tout. Où est-elle passée la fameuse "priorité aux transports en commun" dont on nous rebattait les oreilles il y a quelques années ?

Les banques et le chèque payant: Par ici la monnaie!

Les banques reviennent à la charge. Elles veulent faire payer leurs services aux titulaires d'un compte. Prenant cette fois prétexte d'un futur abaissement du taux de base bancaire, elles demandent dans un premier temps, à prélever une commission forfaitaire annuelle de 60 à 120 francs sur chaque compte. Et ils sont nombreux, puisque chaque salarié par exemple est pratiquement obligé de faire virer sa paye sur un compte bancaire ou postal. C'est ceux-là, les titulaires de petits comptes, que cette mesure vise en particulier.

Quand les taux bancaires ne baissaient pas mais grimpaient, il n'était pas question de reverser quoi que ce soit aux titulaires des comptes-chèques. Pas question non plus quand le taux d'un livret bancaire, comme celui de la Caisse d'épargne, était à 6,5 %, alors que l'inflation était de 12 ou 15 %, de proposer au titulaire du compte de partager la différence. La banque empochait le tout. Pourquoi alors faudrait-il que ce soit les petits qui payent aujourd'hui pour compenser aux banques la baisse des taux bancaires ?

L'argument des banquiers, c'est de la roupie de sansonnet.

LE GOUVERNEMENT RESTAURE L'ANONYMAT SUR L'OR...

Editorial des bulletins d'entreprises du lundi 14 avril 1986

Le gouvernement aux bourgeois: enrichissez-vous, et vite!

Un Conseil des ministres spécial s'est tenu autour de Chirac dimanche dernier. Il y avait paraît-il urgence. C'est que le gouvernement est à la recherche de 10 milliards d'économies budgétaires.

Quel grand projet national faut-il soudain financer ? Aucun. Mais il y a un certain nombre de promesses à l'électorat de droite à satisfaire : l'impôt sur les grandes fortunes à supprimer, la baisse de la fiscalité pour les actionnaires, l'amnistie fiscale pour les capitaux en fuite revenant se placer en France sur le petit marché juteux des privatisations, la détaxation du fuel pour les entreprises agricoles (et les plus grosses en bénéficieront le plus), les subventions supplémentaires à l'école privée, les crédits d'heures supplémentaires pour la police, etc. Tout cela avoisinerait les 5 milliards.

Et puis, surtout, dans l'immédiat, il y a en plus ces 5 autres milliards d'exonérations de charges sociales pour les patrons qui embaucheront des jeunes de moins de 25 ans, au rabais évidemment, sous prétexte qu'ils seront "en formation alternée", ou en "stage d'initiation".

Pour ceux qui nous gouvernent, ces dépenses-là, ces cadeaux à l'ensemble de la bourgeoisie, grande et petite, ne peuvent pas attendre. Et la source qui permettra de les arroser a été vite trouvée : le gel des salaires des fonctionnaires, pour commencer, annoncé la semaine dernière : 2 milliards de rentrées ! 1500 emplois publics supprimés, en plus des 4500 déjà prévus en moins par Fabius. La réduction des grands chantiers, le budget de la culture révisé en baisse... Pour le reste, on imagine comment on va encore économiser sur les services publics.

Tout cela vient après l'annonce, mercredi dernier, de la privatisation de tout ce qui dans le secteur public, trouvera acquéreur, c'est-à-dire rapporte beaucoup et vite sans devoir immobiliser de grosses mises de fonds.

C'est clair, c'est cynique. Enrichissez-vous, dit le gouvernement à la bourgeoisie ! Enrichissez-vous vite ! Nous mettons le budget de l'Etat à votre disposition. Nous vendons une partie du fonds public en solde. Profitez-en vite. Le peu que vous paierez pour cela, on vous le redistribuera immédiatement en subventions. Pour les salaires, prenez exemple sur le gouvernement qui bloque les salaires des travailleurs de l'Etat. Vous avez carte blanche. Allez-y pendant qu'il est toujours temps !

Soyons-en sûrs, les patrons, les bourgeois, les spéculateurs, ne vont pas se le faire dire deux fois. Pour ce qui est de ces privatisations sur ordonnances, on va les voir venir fouiller ce qu'il y a de bon à prendre, piller ce qui rapporte gros tout de suite, avec une mise de fonds minime, en marchandant, en faisant rabattre encore les prix au gouvernement... Comme par le passé, ils laisseront à l'Etat le soin de prendre les vrais risques financiers dans les grands secteurs de la production indispensables aux capitalistes eux-mêmes, mais que le capital privé est bien incapable de faire marcher.

Les patrons, eux, ne se gêneront pas. S'ils embauchent des jeunes, ce sera à la moitié du salaire des anciens qu'ils licencieront en échange !

Tout cela ne créera pas un emploi de plus, bien sûr. Car en cette période de crise, le capital ne s'investit que si ça rapporte à très court terme, donc pas dans la production, mais dans la spéculation ou dans le parasitisme des richesses publiques.

Ce qui se faisait hypocritement sous le gouvernement de gauche, va se faire ouvertement, sans vergogne, sous le gouvernement de droite, qui se croit peut-être encore assuré de la passivité et de la résignation des travailleurs. Mais cette course à l'argent facile, cette redistribution aux riches de ce qu'on prend aux pauvres, aux travailleurs, tout cela va finir par être trop cynique et trop voyant.

La bourgeoisie et son nouveau gouvernement se montrent à visage découvert.

Au fond, ce n'est pas plus mal ainsi. On y voit plus clair.

Aux travailleurs de juger et de réagir avec d'autres moyens de défense que les bulletins de vote.

EN BREF

Ce qui est capital dans le foot

C'est actuellement la période des "transferts" des joueurs de football d'un club à l'autre. Alors on achète les joueurs, on rachète les contrats en cours. Des sommes considérables sont mises en jeu, qui souvent scandalisent le public.

Dans *L'Equipe* du 16 avril, on apprend que l'international allemand Littbarski aurait été acheté par le Racing-Club de Paris, selon les dires de son manager, pour la somme de 2,6 millions de marks (8,2 millions de francs... c'est une coquette somme).

Hidalgo, nouvel entraîneur de l'Olympic de Marseille, déclare : *"C'est incroyable. En une ou deux années, peut-être moins, tout a grimpé. Il faut accepter cette situation. D'ailleurs, je n'ai pas traité avec des joueurs, seulement avec leurs hommes d'affaires. Ce n'est pas un boulot facile."*

Et dans l'édito de *L'Equipe* déjà cité, qui s'intitule *"Spéculation"*, on peut lire : *"Les surenchères auxquelles nous assistons depuis quelques semaines, dans le monde du football français, étonnent par l'ampleur des sommes mises en jeu"*.

Donc les joueurs sont chers, les bons du moins. Mais pas plus, après tout, que les grands toreros, les tennismen célèbres, les grands chanteurs d'opéra, les vedettes du cinéma et de la chanson, etc. et même plutôt moins, en réalité.

Nous vivons dans une société où tout s'achète et tout se vend, le talent, l'art, le courage, la condition physique, comme le reste. C'est sans doute scandaleux, mais pas plus pour le football que pour autre chose.

Et puis, si ce n'étaient pas les joueurs qui gagnaient ces sommes, ce serait qui ? Les bussinessmen du sport qui en gagneraient encore plus ? Bernard Tapie qui vient de racheter l'OM ? Les organisateurs véreux des combats de boxe truqués, comme celui de la Mutualité entre Ruocco et Johnson ? Alors, autant que ce soient les joueurs !

Quant au sport sans argent, à l'art sans argent, leur heure viendra quand la société sera débarrassée de l'argent.

Sport :

Nouvelles de nos belles provinces

Le chauvinisme sportif fait toujours, curieusement, très bon ménage avec la plus grande tolérance en matière de provenance des joueurs.

Quelques exemples, tous glanés dans les transferts cités par *L'Equipe* du 16 avril.

L'AS Monaco va acquérir un joueur de Metz, un Niçois (lui, est voisin) et un Danois et probablement un Belge. Et le président du club déclare rechercher *"un grand joueur étranger"*. Inversement Genghini, de Monaco, pourrait passer à Paris-SG.

Vanderbergh, d'Anderlecht (Belgique), ira peut-être à Marseille ou à Lille, Littbarski du FC Cologne (RFA) va très certainement passer au RC Paris.

Sliskovic, Yougoslave, est pressenti pour Marseille.

Et, en ce moment, on pourrait en dire à peu près autant tous les jours. Bref, les joueurs, et l'argent, voyagent beaucoup. Et dire qu'en fin de match il y a toujours une partie du public pour brailler *"On a gagné !"*. Qui ça, *"on"* ? Les clubs, sans les immigrés du football ne seraient pas grand-chose, et le football français non plus.

Crêtes contre képis :

Pandraud fait régner le désordre en Seine-Saint-Denis

Montreuil, dans la banlieue parisienne, a connu dans la soirée du samedi 12 avril de violentes bagarres entre quelques centaines de jeunes "punks" et la police.

Voilà deux ans environ que des "punks" ont occupé un entrepôt désaffecté, baptisé "l'Usine", dans lequel ils ont organisé des concerts rocks, qui avaient lieu tous les samedis soirs. Cela faisait du bruit et certains riverains se plaignaient des décibels. Il y avait sans doute un problème, que la municipalité ou d'autres communes auraient pu tenter de résoudre. Après tout, il ne manque pas dans la banlieue parisienne d'entreprises à l'abandon, pas nécessairement proches d'habitations.

Au lieu de cela, les autorités ont décidé de fermer "l'Usine". Avez-vous entendu dire qu'on ait fermé les boulevards périphériques ou l'aéroport d'Orly sous prétexte qu'ils font trop de bruit ? Là, les riverains peuvent toujours se plaindre !

Les punks ont été mis devant le fait accompli : juste avant le concert, les portes de "l'Usine" ont été murées. Lorsque les premiers "rockers" sont arrivés, ils ont quand même trouvé une issue, sont entrés et ont entrepris de démolir le mur. La police les a évacués. Ensuite, peut-être deux cents jeunes sont arrivés et ont commencé à s'en prendre aux policiers, à vouloir édifier des barricades, etc. Et évidemment, il y a eu des dégâts : des voitures, des cabines de téléphone ont été saccagées. Les flics ont généreusement donné de la matraque : ils pouvaient y aller, ils étaient couverts d'avance par les Chirac, Pasqua et autres Pandraud, lequel est aussi député de Seine-Saint-Denis, où se trouve Montreuil.

Dans les faits, ce sont ces obsédés de la sécurité qui ont créé l'insécurité et les bagarres. Selon *France-Soir, "200 punks réinventent Mai 68... à Montreuil"*. A vrai dire, les flics et leurs chefs, n'étaient pas très malins en Mai 68. Manifestement, ils n'ont guère changé.

Accident du travail au CNPF

Pour la police, il n'y a pas de doute : les auteurs de l'attentat qui a failli coûter la vie de Guy Brana, le vice-président du CNPF, ne peuvent être que des membres d'Action Directe. Il paraît que c'est le style de ce mouvement : choisir une cible qui soit un symbole, le guetter à la sortie de chez lui, et... louper leur coup, puisque c'est la deuxième fois, si c'est bien Action Directe, que la mitraillette s'enraye et que la victime s'en sort. Evidemment, c'est troublant. On aurait aussi pu penser à Kadhafi, mais on peut supposer qu'en ce moment il a d'autres chats à fouetter. Ou encore aux chiites libanais...

Mais la police écarte délibérément une piste. Chacun sait qu'au sein du CNPF, ça ne va pas : Chotard est parti en claquant la porte, les "Travaux Publics" boudent. Or Guy Brana est le fidèle second de Gattaz. Alors, si la bande à Chotard avait commencé à éliminer le bande à Gattaz, hein ?

Du binaire dans le biberon... et de l'oseille dans la tête

En voilà un brave petit. Comme ils les aiment. Une grosse tête, quoi. Qu'il s'intéresse à l'informatique depuis sa plus tendre enfance n'est pas un mal. Qu'à 15 ans, il invente même des nouveaux programmes pleins d'astuce, voilà qui fait plaisir.

Mais ce n'est pas tant ça qui a valu au jeune Cyrille d'être exhibé par Mourousi dans une émission avec Mitterrand. Ni ce qui lui vaut aujourd'hui d'être récupéré par Chirac pour être nommé "chargé de mission" au ministère de la Fonction publique et du Plan. Non. La merveille des merveilles, à leurs yeux, c'est que ses programmes ce n'est pas pour le plaisir : il les commercialise. Et, faisant fi des amusements de son âge, lui, à 15 ans, il joue... en Bourse !

Comme un "vieux c..." ! Un "vieux croûton", s'entend, selon l'expression que Cyrille, actuellement exposant au SICOB, a employée à l'égard des organisateurs de cette foire commerciale qui en ont interdit l'accès aux jeunes non accompagnés. Car il devrait se méfier, le Cyrille : on moisit vite dans un recoin de couloir ministériel !

Racisme dans le métro : la trève pasquale

Pasqua, le ministre, et Pandraud, le délégué à la Sécurité, sont descendus à leur tour dans le métro samedi soir 12 avril, comme leur collègue du ministère des Transports l'avait fait deux semaines auparavant. Un petit tour dans les couloirs du Châtelet, c'est bien le moins qu'il fallait pour annoncer, comme ils l'ont fait : *"Nous ferons quelque chose pour le métro, on verra dans quelques mois"*. *"C'est certain, nous allons renforcer les effectifs de police, mais pas du jour au lendemain"*. Eux aussi promettent la sortie du tunnel...

Après une campagne électorale où le RPR et l'UDF ont marché sur les brisées du Front National et essayé de ravir à Le Pen une partie de sa démagogie, du côté du ministère de l'Intérieur, on tente maintenant de rassurer les immigrés. Pandraud a reçu Harlem Désir de "SOS Racisme". Pasqua, avant de descendre dans le métro, invité au journal d'Antenne 2, samedi soir 12 avril, a tenu à dire : *"Il ne faut pas lier les deux problèmes, l'insécurité et les étrangers"*, et : *"Le racisme sera combattu"*. Y aura-t-il alors, dans l'électorat de droite, des "déçus du pasqualisme", comme il y a eu des "déçus du socialisme" ?

Reste à savoir si le policier ou le fonctionnaire raciste l'entendront de cette oreille, après avoir cru qu'avec le retour de la droite ils pourraient y aller plus carrément.

Minitel mais pas miniprix

"Jenifer à Petit-Loup : tu as trouvé mon message ?" C'est ainsi que des gens se rencontrent et se retrouvent parfois tous les soirs, sans se connaître, sans se voir, par l'intermédiaire de l'écran vidéo d'une petite boîte branchée sur le téléphone, le Minitel. D'après un article du *Nouvel Observateur* du 11 avril, beaucoup de ceux qui ont reçu le Minitel se sont laissé tenter par ces "messageries" et ont eu des surprises en recevant leur note de téléphone.

Car si l'appareil distribué par les PTT est gratuit, à part la consultation de l'annuaire, il n'en va pas de même des services. Toutes les 45 secondes, il en coûte 77 centimes, soit un peu plus de 60 F de l'heure, dont 23,20 F pour les PTT et 38,40 F pour le fournisseur du service. Et pour peu que vous pianotiez un peu longtemps sur cet engin étonnant, vous avez vite fait de multiplier votre note de téléphone par 3, 5 ou 10. Il y a même des fanas qui ont reçu des notes de 20 000 F !

Alors, la plupart rangent leur appareil dans un placard au bout de deux mois. Evidemment, comme club de rencontre à distance, ça fait un peu cher !

LA COURSE A L'ÉLYSÉE AU SEIN DU PS

PLUS DE TENDANCES, PLACE AUX ÉCURIES PRÉSIDENTIELLES

Qui aura le soutien du Parti Socialiste aux élections présidentielles de 1988 ? Rocard ? Fabius ? Chevènement ? les candidats à la candidature ne manquent pas, sans compter que Mauroy sera sans doute sur la liste, et que d'autres peuvent encore s'annoncer...

Comme l'a relevé le *Journal du Dimanche* du 13 avril, le sénateur Marcel Debarge n'avait pas tort d'ironiser sur un PS qui *"serait vendu par appartements aux différentes écuries présidentielles déjà dans la place"*.

Premier étalon : Fabius. Il bénéficie d'un bon pédigree, délivré par Mitterrand quand il a perçu en lui un "homme d'Etat". Par rapport à ses concurrents, il a l'avantage de l'âge, 39 ans, et toute sa carrière devant lui.

Un président de la Ve République se doit d'apparaître comme étant au-dessus des partis. En attendant de réaliser ce rêve, Fabius commence par se donner le genre au-dessus des tendances. *"Pas question de créer je ne sais quel courant fabiusien"*, explique Claude Bartoloné, un des chefs de l'écurie Fabius, toisant avec mépris les rocardiens, les mauroyistes et autres équipes rivales... Fabius étant le Premier ministre sortant, le style Fabius est tout trouvé : il va continuer à réunir autour de lui ses anciens ministres au cours de "petits déjeuners" (repas que semble affectionner particulièrement Mitterrand mais, tant qu'à imiter quelqu'un, autant en choisir un qui a réussi dans la vie politique), programmant des voyages à l'étranger (une prérogative présidentielle, comme chacun sait), en province et dans le Parti Socialiste profond...

Rocard, lui, qui l'eût cru, a déjà annoncé sa candidature... Rocard, malgré ses 56 ans, a néanmoins quelques longueurs d'avance sur Fabius : ça fait longtemps qu'il veut apparaître comme au-dessus des fractions du parti. Mais comme il n'a jamais réussi qu'à être en dehors desdites fractions, il est le chef de la fraction "en dehors des fractions". Autre handicap, paraît-il : Mitterrand ne peut pas le sentir et préfère servir de mentor à Fabius... Reste à Rocard sa "popularité" dans les sondages. N'ayant pas été mouillé dans grand-chose, il peut naviguer au sec. Mais jusqu'à quand ?

Chevènement, 47 ans, se refait un nouveau look. Chef de file du CERES qui, dès 1967, réclamait (à l'époque à contre-courant) un rapprochement avec le Parti Communiste, il lui faut vite faire peau neuve, à une époque où l'Union de la Gauche, après avoir rempli son rôle au détriment du PC, doit être rejetée comme une vieille peau. Le plus simple était d'annoncer la mort du CERES et la naissance de "Socialisme et République". Voilà au moins qui fait présidentiel...

Et les autres... Car il y en aura d'autres.

Au Paléolithique d'avant 1981, pour justifier toutes ces querelles de préséance, on parlait — tradition socialiste exige — de "tendances" ; on faisait semblant d'avoir des "divergences" politiques. Le garde-à-vous général qui a suivi 1981 n'a plus laissé que des "sensibilités" (et encore !) Subtilités dépassées. Les chefs du PS ne font même plus semblant d'avoir des divergences. Ils jouent ouvertement leur carrière personnelle, en s'entourant de "brain trusts" — la presse parle de *"machines"* — composés de leurs anciens cabinets ministériels. Finies les tendances, même mal définies. Restent les seuls "clubs", dans la plus pure tradition des appareils électoraux de droite : "Solidarités modernes" pour Fabius, dont la femme anime le collectif "Ici et maintenant" (regroupement d'associations et clubs divers, et dont on peut penser qu'il roulera pour Monsieur, bien qu'ils aient été créés en soutien à Mitterrand). C'est sans doute pour se rapprocher de ce même Mitterrand que Rocard a choisi comme chef de sa "machine" à lui un membre du club "Espaces 89", un de ceux qui font partie de "Ici et maintenant" de madame Fabius. Rocard a agi, en la circonstance, comme le chef d'une entreprise dont les cadres seraient encroûtés, en les faisant chapeauter par un "extérieur" venu de la concurrence. Car Rocard avait ses clubs "rocardiens", qu'il réunira en juin, et qui sont déjà de l'histoire ancienne.

Même Jack Lang, la star des ministres socialistes sortants, a créé son club : "Le mouvement Zénith" ! Mais comme il ne semble pas lui-même être candidat à la candidature présidentielle, il paraîtrait que c'est pour occuper une place et vendre ses services au plus offrant, ou au mieux placé...

Bref, c'est parti. Et, tel que c'est parti, ça ne s'annonce pas passionnant. Ça ressemblera aux "élections primaires" qui se déroulent à l'intérieur des deux grands partis américains, à la veille des scrutins présidentiels.

Certains au Parti Socialiste (qui ne sont pas présidentiables, ceux-là) rêvent peut-être d'un grand parti social-démocrate, avec un recrutement de masse au travers d'un appareil syndical, pour assurer l'alternance. Les manitous du PS, eux, n'ont pas besoin de s'embarrasser d'une telle base rétro. Pour partir à la conquête de la présidence, une coterie de notables leur suffit. La seule question qu'on est en droit de se poser, c'est à quoi peut bien leur servir leur étiquette socialiste ! Il est vrai que la plupart l'ont aisément évacuée des noms de baptême qu'ils ont donnés à leurs clubs respectifs.

François TUDOR

LE PSU À LA RECHERCHE DE LA MEILLEURE FAÇON DE DISPARAÎTRE

La direction du PSU s'est réunie le week-end dernier pour se pencher sur son avenir.

A la veille de cette réunion, le journal *Le Monde* avait publié un article intitulé : *"Le PSU s'interroge sur son éventuelle dissolution"*, citations de différents dirigeants à l'appui.

Pas question de dissolution, a protesté la direction du PSU qui, à la fin du week-end, a adopté un texte de "compromis", paraît-il, où il est précisé, d'après *Le Monde* du 15 avril, que *"le problème qui se pose pour le PSU n'est nullement celui de sa dissolution, mais celui de sa transformation"*.

Tout dépend, évidemment, de la "transformation" en question.

L'article du 12 avril du journaliste du *Monde*, quant à lui, rapportait la façon dont le débat sur cette "transformation" s'était engagé dans la presse du PSU, où certains de ses dirigeants se posent la question : faut-il convoquer un congrès de dissolution puis *"rebâtir une force à gauche de la gauche"*, ou adopter la démarche inverse? En tout cas, pas *"avec les résidus de l'extrême-gauche"*, dit Bernard Ravenel, l'un des fondateurs du PSU. *"Nos appels à une alternative politique relèvent du surréalisme"*, écrit quant à lui Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national, en parlant de ces "résidus". Le PSU veut bien une force à gauche de la gauche, mais sans regarder à sa gauche. Voilà au moins un problème d'évacué. A bon entendeur d'extrême-gauche, salut !

Avec qui d'autre donc? Le PC? *"Ce serait cautionner la politique de Marchais"*. Et de deux. Alors, le surréalisme étant écarté, et le réalisme stalinien aussi, que reste-t-il de vraiment réaliste "à gauche de la gauche" ? Le regard des dirigeants du PSU hésite, puis se fixe résolument à sa droite, et se décide à situer résolument la gauche de la gauche dans la gauche "réelle" elle-même, c'est-à-dire dans la gauche de la droite : le Parti Socialiste ! Le réalisme socialiste, en somme.

Aller au PS, c'est une chose. Dire qu'on y va, c'est autre chose. Et, en bons vieux routiers de l'opportunisme, les dirigeants d'un PSU réduit à presque rien préfèrent expliquer aux militants qu'il faut se donner l'impression que c'est le PS qui vient peu ou prou au PSU, et non l'inverse ! Quitte à se saborder, autant le faire en rêvant...

C'est ainsi qu'à ceux qui seraient partisans d'entrer purement et simplement au PS, Ravenel, le fondateur, répond : *"Ce serait une erreur"*. Car lui, le dirigeant politique expérimenté, songe toujours à une "évolution souhaitable du PS". Et qu'est-ce qui pourrait permettre cette "évolution souhaitable" ? Sans doute pas le PSU actuel, trop petit, trop affaibli, d'autant *"que nous ne voulons plus survivre dans la dimension de petit parti, que nous sommes prêts à renoncer à cette forme de présence pour une présence élargie"*, explique Ravenel en précisant, si on peut dire, sa pensée de la façon suivante : *"La solution la plus souhaitable serait que se développe à l'extérieur une nouvelle mouvance socio-politique autonome, non sectaire, unitaire, qui permettrait de peser positivement sur une restructuration de l'ensemble de la gauche, PS compris"*.

Si l'on comprend bien, l'influence qu'un petit parti comme le PSU ne peut pas avoir sur *"l'évolution souhaitable"* du PS, une *"nouvelle-mouvance-socio-politique-autonome-non-sectaire-unitaire"*, c'est-à-dire un ectoplasme dilué à partir du petit PSU actuel, pourra l'avoir. Vrai ! Et c'est cette nouvelle "mouvance", aux contours plutôt flous, qui aurait pour tâche de "restructurer" l'ensemble de la gauche, PS compris !

Voilà au moins une façon élégante de vendre l'idée, auprès de ce qui reste de militants au PSU, de s'autoliquider, avant de rejoindre un par un ou la main dans la main le socialisme réel du PS.

Qu'ils fassent le choix du "réalisme" ou celui de "l'attitude positive", qu'ils le disent clairement ou qu'ils choisissent le détour, les dirigeants du PSU semblent bien tous discuter de la même chose : comment rejoindre le Parti Socialiste. Cela n'a d'ailleurs rien de très nouveau pour cette organisation qui, pour avoir toujours refusé d'envisager la voie révolutionnaire contre le capitalisme, est toujours restée dans la mouvance du PS. Elle lui a d'ailleurs donné un certain nombre de ses cadres actuels, à commencer par l'un de ses fondateurs, Jean Poperen, jusqu'à Rocard, qui, s'ils ont fait preuve de plus de cynisme (ou moins d'hypocrisie) que les liquidateurs actuels, ont au moins su s'y prendre à temps !

Et si liquidation du PSU vers le PS il y a, ce ne sera après tout qu'un retour aux origines.

Marie DORIENT

LUTTE DE CLASSE

n° 121
avril 1986
est parue
(96 pages, 20 F)

Elle est consacrée à *"l'extême-gauche dans les élections régionales et législatives de mars 1986"*. Une sélection de documents, professions de foi, discours, tracts, affiches et articles de journaux de LUTTE OUVRIERE, de la LCR et du MPPT, avant et après le 16 mars.

Un avertissement aux populations pau et une préparation psychologique po la population américaine et européen

Dans la nuit du 14 au 15 avril, des escadrilles de l'aviation américaine ont bombardé Tripoli et Benghazi, les deux principales villes de Libye.

Reagan a ensuite expliqué qu'il s'agissait de toucher *"le quartier général, les installations terroristes et les bases militaires qui soutiennent Mouamar Kadhafi dans ses activités terroristes. Les attaques ont été concentrées et soigneusement ciblées en vue de minimiser les pertes en vies humaines au sein du peuple libyen avec lequel nous n'entretenons pas de différend".*

Comme si l'impérialisme s'était jamais soucié des vies humaines, en Corée, au Vietnam ou ailleurs ! Les témoignages des correspondants de presse disent toute l'hypocrisie des prétentions humanitaires de Reagan. Soigneusement ciblés ou pas, délibérément ou non, les bombardements américains ont touché bien plus que des objectifs militaires. A Tripoli par exemple, un quartier résidentiel a été partiellement détruit, avec d'ailleurs trois ambassades qui s'y trouvaient. Sur la centaine de morts tombés sous les bombes, on compterait un grand nombre de civils. D'ailleurs l'usage de bombes munies de dispositifs d'explosion à retardement montre bien que la population était au moins autant visée que les installations.

De toute façon, l'objectif des bombardiers américains n'était pas militaire mais politique. Leurs bombes ont frappé des cibles libyennes, mais c'est à tous les peuples du Tiers Monde qu'elles s'adressaient.

L'avertissement s'adresse à tous ceux qui pourraient être tentés de lever le drapeau de la révolte contre l'impérialisme. Aujourd'hui les Etats-Unis ont voulu démontrer que, comme hier, ils restent le gendarme du Tiers Monde. Qu'ils sont non seulement prêts à mobiliser les forces qu'ils entretiennent dans la région mais aussi, s'il le faut, toutes celles dont ils disposent en Europe, comme ils l'ont fait avec les F-111 stationnés en Grande-Bretagne qui ont bombardé Tripoli. Ils tiennent à ce que les peuples du Tiers Monde sachent par avance ce qu'il en coûte de défier l'impérialisme !

40 ANS DE TERRORISME AMÉRICAIN

De ce point de vue, il n'y a aucun infléchissement de la politique de l'impérialisme américain depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces dirigeants américains l'ont montré dans les années 1950 en engageant directement leurs troupes en Corée. Ils l'ont montré à nouveau contre Cuba, même si c'est en se ridiculisant cette fois, avec le débarquement anti-castriste de la baie des Cochons, en 1961. Puis ils se sont rapidement vengés de cet échec en écrasant le peuple de Saint-Domingue en 1965, tout en engageant par ailleurs une guerre impitoyable contre le peuple vietnamien. Seulement, pour cela, il ne leur a pas suffi de dépenser des milliards de dollars dans leurs bombardiers. Il leur a fallu aussi envoyer sur le terrain deux millions de soldats. Car pour mener vraiment la guerre à un peuple combattant, les bombardements à longue distance ne suffisent pas. Au Vietnam, les dirigeants américains ont attendu dix ans avant de céder le terrain. Et c'est à cause d'un début de désagrégation dans leur propre armée et d'un puissant mouvement de protestation dans leur propre pays, qu'au bout de 10 ans, les dirigeants américains ont dû céder le terrain. Ils avaient certes atteint leur objectif, celui de montrer ce qu'il en coûtait à un peuple de tenir tête à l'impérialisme : dix ans de guerre ininterrompue et plus d'un million et demi de morts. Mais cette démonstration, le gouvernement américain l'a lui aussi payée cher. Cet engagement direct au Vietnam a profondément marqué, d'abord démoralisé, puis révolté la jeunesse américaine et avec elle une bonne partie du peuple américain qui pour de longues années n'allait plus être mobilisable pour d'autres aventures de ce genre.

Il faut croire en tout cas que c'est ce que pensait le gouvernement américain qui, depuis, a évité d'engager directement ses propres troupes dans les opérations de gendarmerie mondiale. Depuis le Vietnam, à la seule exception de l'invasion bien peu glorieuse de la minuscule Grenade, le gouvernement américain s'est abstenu de toute intervention directe. Quand il l'a pu, il a chargé d'autres pays de le faire à sa place, sinon toujours en son nom : la France en Afrique, ou Israël au Moyen-Orient. Même au Nicaragua, il préfère obtenir des milliards pour financer des mercenaires anti-sandinistes que de piéger ses propres troupes dans ce petit pays. Et aujourd'hui encore, contre la Libye, il n'est intervenu qu'à distance, dans le cadre d'opérations aéroportées ponctuelles.

Mais cela ne veut pas dire que l'impérialisme américain a renoncé pour toujours à intervenir directement dans les pays du Tiers Monde. Tout dépend s'il parvient ou non à convaincre le peuple américain de la légitimité d'une telle intervention. Après tout, les souvenirs de la guerre du Vietnam commencent à s'éloi-

L'EUROPE

BON GRÉ MAL GRÉ AU GARDE À VOUS

Le matin même des bombardements, le Conseil des ministres de l'Europe, réuni en hâte à La Haye, avait pris position en faveur d'une solution politique au conflit, invitant les USA à *"faire preuve de modération"*.

Depuis deux jours, l'émissaire de Reagan, le général Vernon Walters, faisait le tour des capitales européennes pour sonder les gouvernements — et leur passer les consignes. Tout le monde était donc au courant des intentions américaines. Et même dans le détail puisque, depuis le 10 avril, la presse britannique se faisait l'écho d'une agitation inhabituelle autour des bases aériennes américaines de la région de Londres, et évoquait ouvertement une prochaine opération qui mettrait en jeu les dix-huit bombardiers F-111 stationnés dans ces bases.

La suite a montré comment Reagan traitait les conseils de modération de ses alliés européens. Avec le mépris du suzerain envers les intérêts particuliers de ses vassaux.

Car les inquiétudes des pays européens n'ont bien sûr rien d'humanitaire. Chacun d'eux sait, quand les circonstances l'exigent, intervenir avec toute la fermeté voulue dans sa propre sphère d'influence.

Seulement tous ont, à des degrés divers, des intérêts économiques en Libye, et des ressortissants installés là-bas. En 1985, les échanges entre la CEE et la Libye se sont montés à près de 77 milliards de francs, dont 40 % pour l'Italie. Un certain nombre de tursts européens ont également des intérêts là-bas : Krupp, Siemens, Fiat, Schlumberger, Usinor, etc. De son côté la Libye détient 14 % des capitaux de Fiat. L'Allemagne compte 1 500 ressortissants en Libye, la France 1 200 et la Grande-Bretagne 5 000. Evidemment, aucun de ces pays n'envisage de gaieté de cœur d'envenimer des relations déjà difficiles avec Kadhafi. Et encore moins l'Espagne, l'Italie et la Grèce, que Kadhafi a explicitement désignées pour cibles à d'éventuelles mesures de représailles.

C'est pourtant la Grande-Bretagne, celui des pays d'Europe qui a le plus d'intérêts en Libye, qui s'est finalement la plus "mouillée" dans l'opération américaine. Margaret Thatcher n'a-t-elle fait que renvoyer l'ascenseur après l'aide logistique que lui avaient apportée les USA lors de la guerre des Malouines ? Ou bien la dépendance économique de l'Angleterre vis-à-vis de l'impérialisme américain est telle que ses intérêts aux USA valaient bien un petit sacrifice en Libye (à supposer même que Kadhafi ait de réels moyens de rétorsion économiques à l'égard de l'Angleterre !). En tout cas, après que son ministre des Affaires étrangères, Geoffrey Howe, eut annoncé à La Haye que son pays ne donnerait pas l'autorisation de décoller aux avions américains stationnés en Grande-Bretagne s'il s'agissait d'aller attaquer la Libye, c'est apparemment Margaret Thatcher elle-même qui a déjugé son ministre et donné le feu vert demandé.

Parmi les autres, il est vrai, la France et l'Espagne ont bien refusé aux avions américains l'autorisation de traverser leur espace aérien. Geste de pure forme puisqu'en fin de compte, les F-111 n'ont eu qu'à changer de route et à se faire ravitailler en vol.

Au bout du compte, les pays européens auront été mis devant le fait accompli. Et les réticences qu'ils ont affichées, qu'elles soient réelles ou uniquement destinées à sauver leur jeu vis-à-vis de la Libye, ne font que rappeler ce qu'ils sont : des puissances de seconde zone.

F.R.

Avant poste de l'armée américaine

Sur les 34 appareils employés dans le raid contre la Libye, 18 venaient de Grande-Bretagne et 16 faisaient partie des appareils embarqués sur les porte-avions de la VI[e] flotte américaine stationnée en permanence en Méditerranée.

Mais l'armée américaine dispose en Europe d'un dispositif de guerre parfaitement au point, doté d'installations capables d'accueillir des forces bien supérieures à celles qu'elles abritent à l'heure actuelle.

Et ce n'est déjà pas rien : en tout 350 000 soldats américains sont stationnés en permanence en Europe, répartis entre 6 divisions de l'armée de terre, 30 escadrons d'appui et de reconnaissance, 4 escadrons de l'armée de l'air et la VI[e] flotte qui compte 30 navires dont 3 porte-avions.

A elle seule la Grande-Bretagne abrite seize bases américaines aériennes et navales. Six d'entre elles, regroupées autour de Londres, abritent la moitié des 700 appareils de combat dont disposent les USA en Europe. Sans compter les multiples dépôts d'armes nucléaires qui y sont implantés, ainsi qu'aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et en Italie.

Outre ces bases aériennes, les USA disposent de bases maritimes en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie. La plus grande partie de son infanterie est stationnée en Allemagne, mais elle a également des contingents en Grèce et en Turquie.

NS EN LIBYE

vres, our ne

gner. Dûment conditionnée, intoxiquée, la jeune génération américaine qui ne l'a pas connue serait peut-être mobilisable pour une nouvelle aventure militaire. Encore faudrait-il qu'elle croie avoir de bonnes raisons pour l'accepter. Les films avec Rambo ne suffisent sans doute pas à cela.

Et c'est probablement ce rôle de mise en condition de la population américaine, de sa jeunesse, qui explique pour l'essentiel l'acharnement de Reagan contre Kadhafi.

KADHAFI, LA CIBLE IDÉALE

Kadhafi, lui-même, ne gêne pas particulièrement l'impérialisme. Comme l'écrivait cyniquement l'hebdomadaire américain *Time* à la veille des bombardements, *"le fantasque dirigeant libyen n'est peut-être pas, parmi tous les gouvernements, celui qui pousse avec le plus d'efficacité au meurtre terroriste. (...) Mais c'est lui qui a lancé les appels publics les plus enflammés à s'attaquer aux Américains. C'est lui qui a lancé les menaces de sang et de mort les plus insolentes. Et il se trouve que, parmi tous les leaders que l'on peut suspecter de terrorisme dans le monde, il est le plus faible militairement et le plus isolé politiquement, au point d'être honni par bon nombre de leaders arabes et même d'être considéré avec inquiétude par ses supporters russes."*

A défaut d'être gênant et encore moins dangereux pour l'impérialisme, Kadhafi est le bouc émissaire idéal. Il peut passer, aux yeux de la population américaine, pour un ennemi déclaré des Etats-Unis, quitte à le créditer de bien plus de méfaits, de bien plus d'attentats terroristes, qu'il n'est sans doute capable d'en commettre. Moyennant quoi, la presse américaine peut discuter ouvertement, comme le *Time* cité ci-dessus, des avantages et des inconvénients d'une action militaire contre la Libye sans susciter de réprobation dans la population.

En son temps, c'est Fidel Castro qui avait joué ce rôle, comme incarnation du "mal communiste". Aujourd'hui, c'est Kadhafi qu'on essaie de présenter, en tant que "chien enragé du terrorisme", comme ennemi personnel de chaque citoyen américain.

Et c'est bien cette mise en condition de la population américaine, et par contre-coup de la population européenne, qui est aujourd'hui le plus inquiétant. Car rien n'est plus dangereux pour l'avenir de l'humanité que ce consentement préalable des peuples au militarisme de ceux qui les gouvernent, avant même qu'une véritable guerre ne soit même engagée.

François ROULEAU

LA FRANCE

UN PETIT NON AVANT, UN PETIT OUI APRÈS

Deux jours avant le raid, Chirac, qui se trouvait en Côte-d'Ivoire, s'était montré fort diplomate : *"Je veux croire que le président libyen aura conscience de sa responsabilité (...). Quand il s'agit d'évoluer vers la paix, je suis prêt à discuter avec toute personne responsable."* Il est vrai que le gouvernement français essayait vraiment d'amadouer les ravisseurs des otages enlevés au Liban.

Le refus du gouvernement français de laisser survoler son territoire par les F111 américains était une façon élégante de tirer son épingle du jeu vis-à-vis de la Libye et des autres pays arabes. D'un autre côté, ce refus montre aussi que le gouvernement français était donc forcément au courant dans le détail de l'intervention américaine imminente. En même temps que Chirac apaisait Kadhafi, il savait quel coup se préparait contre lui. Pour le moins, cela s'appelle jouer double jeu (sans compter que l'aviation américaine avait soigneusement préparé toute l'opération sans avoir besoin de survoler la France !).

En tout cas, il faut croire que cette diplomatie et ces tentatives d'apaisement n'ont pas survécu au raid, puisque le communiqué du ministère des Affaires étrangères qui commentait le raid américain invitait les pays européens à *"une riposte appropriée"* au cas où Kadhafi mettrait ses menaces de rétorsions à exécution. Une formulation un peu floue, mais incontestablement plus va-t-en guerre que les propos de Chirac en Côte-d'Ivoire.

Quoi qu'il en soit, si flottement il y a eu dans l'attitude officielle, ce n'est pas entre Matignon et l'Elysée. D'ailleurs Mitterrand, qui avait commandité en février le raid des Jaguar français contre la base libyenne de Ouadi-Doum au Tchad (avec l'aide logistique américaine !), n'a aucune raison d'être en désaccord avec Chirac qui l'avait approuvé à l'époque.

F.R.

Derrière la guerre, la guéguerre politicienne

Le gouvernement français n'a pas désapprouvé le raid américain sur la Libye ; mais il ne l'a pas approuvé non plus, refusant aux avions américains l'autorisation de survol du territoire français... Une position emberlificotée, donc...

Cela dit, hélas, il est bien possible qu'une bonne partie de l'opinion publique, en France, victime de l'intoxication américaine largement reprise par la presse française, soit favorable au raid.

Il n'en fallait pas plus pour que les dirigeants de l'UDF, les frères ennemis de Chirac, prennent leurs distances avec la décision du gouvernement.

Pour Lecanuet, le président de l'UDF, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il aurait fallu que le gouvernement français donne l'autorisation de survol : *"Dans le passé, quand la France a eu besoin de la coopération militaire américaine en Afrique (notamment à Kolwezi), elle l'a obtenue"*, a-t-il déclaré. Tandis que Giscard le relayait : *"J'approuve l'action américaine en Libye (...). Dans une circonstance comparable, (...) nos forces d'intervention ont été acheminées entre la Corse et le Zaïre par des avions militaires américains"*.

Qu'auraient fait Giscard et Lecanuet s'ils avaient été membres du gouvernement ? Ils auraient peut-être eu une position tout aussi faux-cul que celle de l'actuel gouvernement. Mais voilà, ils ne sont pas au gouvernement, et ils en profitent pour mener leur petite gué-guerre à eux... contre Chirac, le principal ennemi à mettre à mal d'ici 1988. On a les guerres qu'on peut !

J.J.F.

Editorial des bulletins d'entreprises du mardi 15 avril 1986

REAGAN UN TERRORISTE AVEC DE GRANDS MOYENS

Les Etats-Unis ont donc mis leurs menaces à exécution : dans la nuit de lundi à mardi, les avions américains ont bombardé plusieurs villes libyennes, mitraillant, détruisant, faisant de nombreuses victimes y compris bien entendu dans la population civile.

Ainsi pour se venger, officiellement, des attentats qui ont fait des victimes parmi les touristes ou les soldats américains en Europe, les Etats-Unis se livrent eux-mêmes au terrorisme. Et Reagan fait au centuple ce qu'il reproche à Kadhafi : massacrer des innocents, femmes, enfants, qui ne sont pour rien dans ce qui est décidé par les uns ou les autres. Les revolvers, les mitraillettes et les pains de plastic sont remplacés par les avions, les missiles et les tonnes de bombes. Les cibles ne sont plus des aéroports ou des night-clubs mais des villes entières. Les victimes sont certainement beaucoup plus nombreuses en une seule nuit, que celles des attentats attribués à Kadhafi ces deux dernières années. Et surtout l'action terroriste américaine est ouvertement, froidement, cyniquement, planifiée, revendiquée et proclamée avec fierté.

Kadhafi est fou, nous dit-on. Reagan est tout à fait responsable, lui.

Bien sûr le mitraillage aveugle de civils dans les aéroports, ou les bombes dans les boîtes de nuit fréquentées par les soldats américains sont des gestes criminels. Ils ne servent pas les intérêts des peuples arabes, ni libyen, ni palestinien. Ils ne peuvent qu'aider à approfondir les fossés qui séparent les peuples américains et européens de ceux du monde arabe.

Mais le problème de Reagan n'est pas de mettre un terme au terrorisme. L'exemple d'Israël, ami des Etats-Unis, armé et financé et soutenu par eux, suffirait à montrer d'ailleurs que riposter de la sorte pour enrayer le terrorisme est une absurdité. Israël aussi fait donner son armée et son aviation à chaque fois que des attentats sont commis contre des Israéliens. Ça n'a pas arrêté les attentats, ça n'a fait qu'enfoncer chaque fois un peu plus, et le Moyen-orient tout entier et Israël lui-même dans la guerre.

Car les attentats terroristes qui ont lieu aujourd'hui sur le sol des puissances occidentales sont le résultat de deux siècles d'exploitation, de spoliation, d'oppression et d'humiliation des peuples du Tiers Monde, et en particulier des peuples arabes, par le colonialisme et l'impérialisme. C'est une réaction de ces peuples, certes déformée, dévoyée et utilisée par des dictateurs nationalistes comme Kadhafi. Mais une telle réaction n'est possible que parce qu'en colonisant, exploitant, écrasant ces peuples, l'impérialisme a creusé un fossé entre eux et les peuples occidentaux.

Le terrorisme, la terreur exercés sans discernement contre des peuples entiers, ce sont les colonialistes et les impérialistes qui s'y livrent depuis des siècles et à l'échelle mondiale. Il y a cent ans, la France, l'Angleterre ou l'Amérique envoyaient une canonnière mettre une ville à feu ou à sang pour venger la mort d'un missionnaire ou d'un marchand. Aujourd'hui les Etats-Unis envoient leurs porte-avions et leurs bombardiers venger soi-disant la mort de quelques touristes, mais surtout pour faire régner la terreur et la crainte dans les peuples des pays plus faibles que les USA. C'est la même politique.

Souvenons-nous que pendant des années les mêmes USA ont déversé des centaines de milliers de bombes sur le Nord-Vietnam. Il n'y avait pourtant pas le prétexte d'un dictateur terroriste à Hanoï. Non, il s'agissait de se venger de la population du Vietnam coupable de s'être soulevée contre un régime dont elle ne voulait plus.

Mettre fin au terrorisme ? Il faudrait d'abord mettre hors d'état de nuire les terroristes qui ont pour capitale Washington, ou Londres, ou Paris.

Mais cela, bien sûr, ce ne sont pas quelques tueurs au service d'un Kadhafi qui le feront, mais la classe ouvrière mondiale, américaine, européenne et arabe, unie. Elle n'aura alors aucune peine à se débarrasser en même temps des terroristes de bien moindre envergure que sont les dictateurs nationalistes du style de Kadhafi.

communiqué

NON À L'INTERDICTION DU MEETING-GALA CONTRE LA RÉPRESSION EN ALGÉRIE

Un nouveau meeting de protestation contre la répression en Algérie vient d'être interdit à Paris. Ce meeting, qui devait avoir lieu le 20 avril à la Mutualité et qui devait être suivi d'un gala, était organisé par le Collectif contre la répression en Algérie.

Les organisateurs exigent :

1. La libération des détenus pour délit d'opinion en Algérie.
2. La reconnaissance de la Ligue algérienne des droits de l'homme.
3. Le libre exercice du droit d'association.

Cela a valu une nouvelle interdiction par les autorités françaises aux militants algériens qui luttent à Paris contre la répression en Algérie.

Il y a un mois, le 8 mars, un autre meeting appelé par le Comité de soutien à la Ligue algérienne des droits de l'homme était interdit, comme l'avaient été deux manifestations depuis plusieurs mois.

Le gouvernement du colonel-dictateur Chadli ne tolère pas d'opposants en Algérie. Il fait tout ce qu'il peut pour bâillonner les Algériens qui, de France, protestent contre la répression.

Pour cela, que ce soit avec Fabius ou avec Chirac, il peut compter sur la complicité et le soutien actif du gouvernement français.

INTERNATIONAL

LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN

SANS PROGRAMME NI GOUVERNEMENT

A droite : Alessandro Natta, secrétaire général de P.C.I.

Le 17e congrès du Parti Communiste Italien s'est achevé par l'adoption d'un nouveau mot d'ordre. Le PCI se fixe désormais pour objectif *"un gouvernement de programme"*. Et à quoi ressemble ce programme ? *"Asseyons-nous tous, les démocrates, autour d'une table. Vérifions d'abord sur quelles bases nous serions d'accord pour constituer un gouvernement"*, explique à un journaliste du *Monde* l'ancien secrétaire de Berlinguer, aujourd'hui porte-parole du PCI.

A qui s'adresse donc ainsi le Parti Communiste Italien ? Avec quels partis espère-t-il constituer cette majorité gouvernementale qui ne le rejetterait pas ? D'abord avec le Parti Socialiste Italien, ce parti qui est aujourd'hui à la tête d'un gouvernement appuyé par quatre partis de droite et qui mène une authentique politique de droite. Mais comme le Parti Socialiste n'obtient que 10 % des voix environ, il faut, pour faire le compte, trouver d'autres interlocuteurs. Il n'y en n'a pas parmi les partis bourgeois italiens. Alors le même dirigeant du PCI ajoute : *"Nous voudrions faire appel par exemple aux chrétiens de progrès, aux mouvements écologistes, pacifistes, féministes, aux associations, etc."*.

Le PCI, qui a obtenu 30,8 % des suffrages aux élections régionales de 1985, frappe désespérément à la porte. Exclu du pouvoir gouvernemental depuis 40 ans, il voudrait tant à nouveau participer à un gouvernement ! Alors, comme il le fait depuis une bonne quinzaine d'années, il lance des offres à la cantonade, en essayant de varier la présentation. Dans les années 1970, il avait inventé le "compromis historique", c'est-à-dire qu'il offrait sa collaboration à la Démocratie Chrétienne. Avec les années, il se fait presque suppliant. Son programme, son seul programme, c'est celui qui lui permettrait de revenir au gouvernement. Que les autres politiciens bourgeois veuillent bien lui indiquer leurs souhaits, il est prêt à faire sien le programme de ceux qui voudraient bien gouverner avec lui.

Mais ce qui gêne la bourgeoisie italienne, ce n'est pas le programme du PCI. La bourgeoisie sait bien que les programmes électoraux ne sont que des bouts de papier sans importance. Tout simplement elle ne veut pas admettre dans son personnel gouvernemental ce Parti Communiste parce que, malgré les déclarations réformistes de ses dirigeants, il ne lui convient pas. Elle en préfère d'autres pour servir de conseil d'administration à ses affaires, car ça sert à cela un gouvernement bourgeois.

Alors le PCI, qui présente en première page de *L'Unitá* ce congrès comme un tournant, tourne tout simplement en rond.

L'Humanité qui, depuis que le PCF critique les socialistes, ne cache plus rien à ses lecteurs des contradictions du PCI, relève dans son numéro du 14 avril que *"l'expérience française a été évoquée dans plusieurs interventions. Le plus souvent pour polémiquer avec le PCF, parfois pour mettre en évidence "l'échec des politiques modérées conduites par les socialistes et les sociaux-démocrates"*. Evidemment, ça n'a pas arrangé leurs affaires, aux dirigeants du PCI, de voir le PCF cracher dans la soupe en quittant ses quatre strapontins ministériels qu'ils auraient été, eux, si contents d'avoir.

Les dirigeants du PCI, pourtant, sont bien ingrats. Car après tout le PCF leur a tout de même indiqué une voie : laisser le Parti Socialiste se remplumer, grossir en voix, au point de dépasser le Parti Communiste ; et alors peut-être, comme le PCF, le PCI sera-t-il admis par la bourgeoisie à venir se ridiculiser au gouvernement, pour perdre encore un peu plus d'influence.

Tout cela serait presque risible, s'il n'y avait dans les rangs du Parti Communiste Italien, comme dans ceux du PCF, des dizaines de milliers de militants ouvriers sincèrement dévoués à leur classe et qui ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de convaincre leurs camarades de travail qu'il faut les rejoindre et que leur parti mérite leur confiance.

Mais un Parti Communiste qui n'est plus révolutionnaire, et c'est le cas depuis longtemps des PC italien et français, n'a aucune perspective véritable. La politique révolutionnaire, vraiment communiste, qui seule pourrait redonner confiance à la classe ouvrière dans ses propres forces et la préparer efficacement aux combats futurs inévitables en cette période de crise économique, on ne peut l'attendre ni des réformistes plus ou moins ouverts qui dirigent le PCI, ni des dirigeants du PCF que leur radicalisme provisoire ne distingue guère des premiers. Ces partis, qui ont encore des communistes dans leurs rangs, n'en ont plus depuis longtemps à leur tête.

Pierre VERNANT

CORÉE DU SUD

UN GÉNÉRAL-PRÉSIDENT VIENT SERRER LA MAIN AUX PRÉSIDENTS (DIRECTEURS) GÉNÉRAUX

Le général-président sud-coréen, Chun Doon Hwan, est donc venu en visite officielle à Paris. Et à nouveau, il a été question dans les médias du décollement économique de ce pays d'Asie. Un "miracle" réalisé essentiellement avec des capitaux américains ou japonais, et sur le dos de la classe ouvrière coréenne. Les travailleurs de ce pays connaissent en effet des conditions dignes du XIXe siècle, avec des semaines de travail en moyenne de 56 heures (cela peut aller parfois jusqu'à 70 h), avec le travail des enfants que la législation limite à 42 h en dessous de 13 ans, avec la militarisation du travail pour tous et des salaires de misère. Pour faire accepter cette situation, c'est la dictature militaire. Les syndicats ouvriers sont interdits, les militants d'opposition sont pourchassés — un millier d'entre eux croupissent actuellement dans les geôles sud-coréennes. Tout cela sous l'égide de Chun Doon Hwan.

Ce général, qui s'était déjà illustré dans la guerre du Vietnam aux côtés des Américains, s'est emparé du pouvoir en 1980, après avoir violemment réprimé une émeute étudiante. Aujourd'hui il doit faire face à une opposition qui se développe, malgré la répression. L'opposition s'exprime au travers d'une campagne de signatures réclamant la révision de la Constitution, avec l'élection au suffrage direct du président. D'importantes manifestations ont eu lieu récemment à Pusan, Kwanju et Taegu. En dépit des arrestations de l'année 1985, l'agitation étudiante continue et les conflits du travail se sont multipliés. L'évolution de la situation aux Philippines inspire le gouvernement : la veille de la chute de Marcos, le 24 février, le président invitait à déjeuner le chef des partis d'opposition et leur proposait d'autoriser la campagne pour la révision de la Constitution, à condition qu'elle ne soit pas menée dans la rue, rapporte *Le Monde* du 16.4.86. Car la dictature en Corée, aujourd'hui, se sent menacée par la rue, comme l'a été celle de Marcos, comme l'a été celle de Duvalier.

Mais Chon Doon Hwan, contrairement à Marcos et à Duvalier, est encore au pouvoir. Et, tout dictateur qu'il soit, il a encore droit aux honneurs de Mitterrand et de Chirac. Les manifestants du PCF qui ont voulu montrer leur désapprobation, au Trocadéro à Paris, se sont heurtés, eux, à un service d'ordre policier dont l'effectif était supérieur aux protestataires mêmes.

Il faut dire qu'à la clé des entretiens actuels entre les présidents français et sud-coréen, il pourrait bien y avoir des contrats avantageux pour les industriels français. Il serait question de la construction de deux centrales nucléaires (un marché de sept milliards de francs), de celle d'un TGV Séoul-Pusan.

Ça mérite bien une entorse aux principes démocratiques, puisque la dictature coréenne peut aussi avoir du bon pour les capitalistes français...

M.D.

L'URSS DE GORBATCHEV

LES BONNES VIEILLES MÉTHODES STALINIENNES

Gorbatchev, le prétendu libéral, offre un tout autre visage à la population soviétique que celui qu'il présente aux télévisions étrangères. Le régime fait actuellement grand usage d'une innovation introduite en 1983 dans le code pénal russe, en vertu de laquelle tout condamné ayant effectué sa peine peut la voir prolongée sur simple décision policière. Il suffit que le prisonnier soit taxé de "mauvaise conduite", comme cela vient d'être le cas d'un nationaliste arménien, recondamné à trois années de prison après avoir déjà effectué huit ans pour "propagande et agitation anti-soviétiques", puis dans la foulée quatre ans supplémentaires pour "spéculation".

Le régime policier de la bureaucratie russe ne se contente pas de maintenir indéfiniment en prison les opposants qu'il juge récalcitrants. Il tente par cette menace de les forcer à renier leurs idées et à collaborer avec leurs persécuteurs en dénonçant de prétendus complices.

Le 9 avril dernier un ex-contestataire religieux incarcéré depuis un an est apparu sur les écrans de télévision de Moscou, le crâne rasé, en se présentant comme *"une victime de la CIA"*. Il a mis en cause d'autres dissidents religieux, déjà condamnés, en les accusant d'avoir reçu des cadeaux de l'étranger pour prix de leurs forfaits.

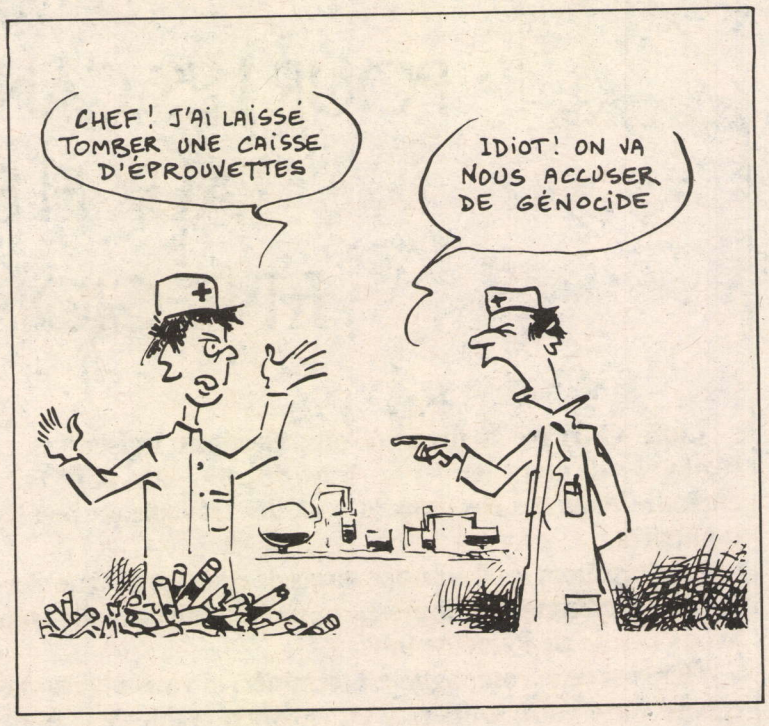
De pareilles méthodes de persécution et des mises en scène aussi grotesques ne peuvent évidemment que renforcer le développement des sentiments religieux et le mysticisme dans la population soviétique, même si tous les opposants ne partagent pas les idées de ces militants religieux qui sont ceux donc on entend le plus parler à l'Ouest.

Il y a cinquante ans, et dans un tout autre contexte, la méthode des procès publics au cours desquels les accusés se chargeaient eux-mêmes de crimes qu'ils n'avaient pas commis avait été inventée par Staline pour se débarrasser de toute la génération de dirigeants et de bolchéviks qui avaient fait la Révolution d'Octobre. La plupart d'ailleurs ne cédèrent pas et disparurent assassinés dans les camps.

Le Guépéou de Staline utilisait la radio pour ses mises en scène et la balle dans la nuque pour exécuter les condamnés. La KGB de Gorbatchev dispose, lui, de la télévision et se sert de la mort lente par épuisement ou maladie pour parvenir à ses fins.

EMBRYONS CONGELÉS

DES TECHNIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE MEILLEUR DES MONDES ?



Pour la première fois en France, deux bébés sont nés à partir d'embryons congelés. Conçus en éprouvettes (*in vitro*), il y a 10 mois pour l'un, 11 mois pour l'autre, ils ont tous deux été conservés au froid, dans de l'azote liquide, pendant plusieurs semaines avant d'être implantés dans l'utérus maternel et d'arriver normalement à terme. La conservation par le froid est une amélioration technique de la fécondation *in vitro* grâce au stock d'embryons congelés, "en réserve", qui multiplie les chances de réussir les grossesses.

Ces prouesses techniques relevaient encore il y a dix ans de la science-fiction. Les progrès ont été rapides : la première naissance d'un bébé éprouvette date de 1978 ; rien qu'en France 300 ont déjà vu le jour depuis. Le premier bébé "décongelé" est né en Australie en mars 1984 et depuis la technique ne cesse de s'améliorer.

C'est sans doute la réponse de la médecine à la stérilité de certains couples. Mais c'est aussi révélateur de la mentalité qui imprègne tous les rapports humains dans notre société, des rapports fondés sur la propriété privée. Car le légitime et naturel désir de vouloir des enfants, de vouloir consacrer une partie de sa vie à en élever, ne signifie pas que ces enfants doivent nécessairement être le "produit" biologique des parents.

Des liens tout aussi forts peuvent se nouer et se nouent sans parenté "biologique". Les rapports entre les enfants et les adultes n'ont pas toujours été organisés selon le modèle de la famille qui prévaut en Occident aujourd'hui. De plus, la parenté "biologique" ne donne aucune assurance quant à l'héritage des qualités ou défauts des parents (heureusement pour l'enfant, parfois !). Rien en tout cas, dans les lois de la nature, de commun avec les lois de l'héritage financier... Il n'empêche que c'est cette mentalité absurde de propriétaire, à l'image des autres rapports humains dans cette société, qui est dominante. De nombreux enfants sans famille sont confiés à l'Assistance publique. Mais certains des couples stériles qui ont recours à la fécondation *in vitro* n'auraient pas idée de les adopter, parce qu'ils ne seraient pas "leurs" enfants.

La recherche médicale n'est pas à l'abri de ces préjugés. Vouloir à tout prix et à toute force assurer une parenté "biologique", et y consacrer d'énormes moyens, relève d'autre chose que de motivations purement médicales.

La Sécurité sociale, elle, prend entièrement en charge le coût de l'installation des centres de procréation artificielle (4 millions de francs environ) et le "prix de revient" d'un bébé né d'une fécondation *in vitro* (150.000 à 450.000 francs selon les cas). C'est la même Sécurité sociale qui, par ailleurs, rembourse de plus en plus mal les frais de maladie des assurés sociaux et faiblement des appareillages, onéreux parce qu'ils font appel eux aussi à des technologies de pointe, mais pourtant indispensables, comme les prothèses auditives par exemple...

Et c'est encore en termes de propriété que les hommes de loi se posent aujourd'hui des problèmes sur les embryons congelés : qui a des droits sur eux? Peut-on les donner? Que faire s'ils sont abandonnés par leurs géniteurs? Va-t-on avoir des embryons "pupilles de laboratoire", comme on a des enfants "pupilles de la nation"?...

Verra-t-on aussi se développer le marché des embryons congelés? Ça peut paraître inimaginable. Et pourtant. Dans les pays du Tiers Monde, où les enfants meurent à raison de 40.000 par jour avant d'atteindre l'âge d'un an, des hommes vendent pour survivre leur sang, leur sperme, qu'achètent des laboratoires occidentaux. De temps en temps, le scandale éclate. Mais aucune barrière juridique ne peut empêcher de telles aberrations, produites par une société foncièrement barbare, où tout se vend et s'achète.

Car les techniques ultramodernes de la médecine, comme celles des autres sciences d'ailleurs, n'échappent pas à la barbarie de la société capitaliste, à ses rapports sociaux archaïques. Ce sont ceux-ci qu'il faut changer pour que l'humanité profite de tous les moyens fantastiques dont elle dispose.

Annick JALERIAN

SIDA : LE MALHEUR DES UNS

Selon un organisme lié à l'Organisation Mondiale de la Santé, le nombre de cas de SIDA aurait progressé de 159% en Europe en 1985. En France, 200.000 personnes seraient porteuses du virus : les symptômes de la maladie se manifesteront chez 10% d'entre eux au bout de quatre ans, et au bout de cinq chez 35%...

Désolant, penseront la plupart. Mais non ! Un marché en pleine expansion, se réjouissent les groupes pharmaceutiques. Chacun se dépêche, dans son pays, de sortir son test de dépistage, même les plus petits. Déjà sur les rangs : Diagnostics Pasteur, Organon Teknika (Akzo), Litton-Bionetics, Du Pont de Nemours et Abbot. Un institut canadien, Armand Frappier, vient d'annoncer que, lui aussi, il tenait son test. Et Abbot aurait mis au point un nouveau test plus performant que son précédent : ça c'est le plus pratique, ça rend caducs tous les tests déjà produits. A condition de ne pas perfectionner trop vite, on peut ainsi renouveler le marché à intervalles réguliers...

C'est que le marché du SIDA se mesure pour ces groupes en espèces sonnantes et trébuchantes : le marché mondial est aujourd'hui estimé à 150 millions de dollars... Aux Etats-Unis, dès maintenant, le test de dépistage est en train de devenir un des principaux produits de laboratoire...

PRISONS : PEINE INCOMPRESSIBLE DE 30 ANS ?

LA DROITE PRISONNIÈRE DE SA DÉMAGOGIE

"Je ne voterai jamais une mesure aussi stupide" a dit Bernard Stasi, député UDF, à propos de la peine incompressible de 30 ans, annoncée par Chirac. Le syndicat des gardiens de prison, lui aussi, s'était prononcé contre l'éventualité d'une telle mesure : *"C'est tout ignorer de la réalité pénitentiaire. Une telle peine serait ingérable"*, précise son communiqué.

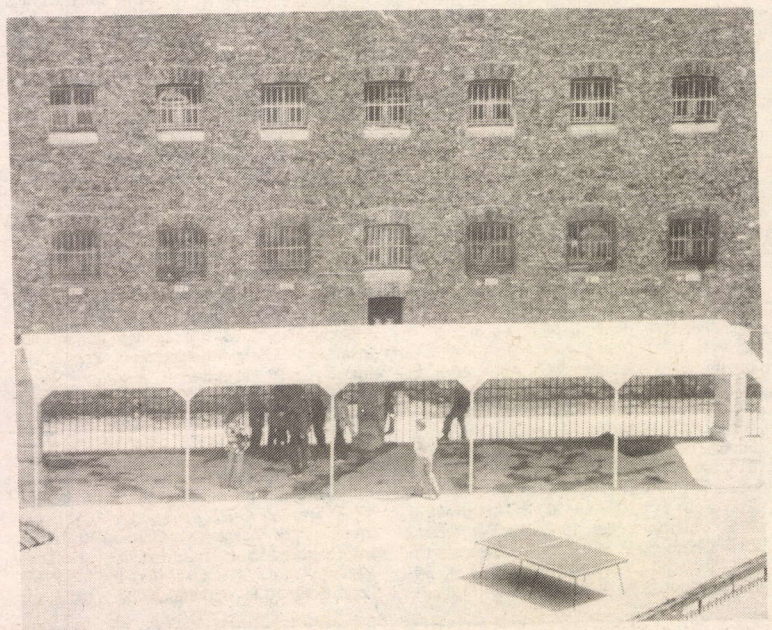
Aujourd'hui les peines à perpétuité sont quasi systématiquement commuées à 20 ans par le chef de l'Etat. Elles peuvent être ramenées à moins par le juge d'application des peines, en fonction du comportement du prisonnier. C'est généralement le cas et les condamnés font rarement plus de 14 ans, dans les faits. Alors les premiers à risquer d'en faire les frais, les gardiens de prison, sont les premiers à protester, bien qu'ils ne se distinguent pas particulièrement par un "humanisme de gauche". Mais ils sont bien placés pour savoir ce que la prison peut faire avec des hommes placés dans ces conditions. Les QHS (quartiers de haute surveillance), réservés aux prisonniers jugés dangereux par l'administration pénitentiaire, avaient déjà offert un échantillon du problème.

C'est une évidence qui s'impose à tous les dirigeants ayant en charge la machine répressive et elle n'est en rien dépendante des variations du corps électoral. D'ailleurs, une bonne partie de la législation permettant d'atténuer certains des méfaits produits par l'incarcération de longue durée a été prise par des gouvernements de droite. Mais démagogie oblige.

On ne peut pendant cinq ans avoir accusé Badinter et Mitterrand de "laxisme", avoir hurlé à "l'insécurité", et revenir au gouvernement sans faire une concession à ce qu'il y a de plus stupide dans l'électorat de droite, ne serait-ce que parce que ceux qui ont cru à l'accroissement des peines, voire au rétablissement de la peine de mort, revoteront en 1988, en 1991, etc., et qu'il faut bien leur jeter quelque chose.

A moins que l'on se contente de ne leur laisser, sur ce chapitre aussi, que l'apparence du changement. Car il n'est finalement pas exclu que, d'aménagements en aménagements, le gouvernement recule sur cette mesure qui, même parmi les siens, est considérée comme "stupide". Même la "droite la plus bête du monde" pourrait avoir le sens de sa sécurité et ne pas se mettre en situation de provoquer des incidents ou même des révoltes dans les prisons.

L.G.



Le pape à confesse ?

Le week-end dernier, Jean-Paul II est donc sorti du Vatican pour se rendre à la synagogue et rencontrer le grand rabbin de Rome. Le pape a déploré *"la haine, les persécutions et toutes les manifestations d'antisémitisme dirigées contre les Juifs"*. Il faut dire que l'Eglise catholique a beaucoup à se faire pardonner, après 2000 ans de persécutions contre les Juifs. Et les remords de Jean-Paul II feront peut-être oublier qu'il y a 43 ans le pape d'alors, Pie XII, laissa faire la Gestapo qui organisa une rafle dans le ghetto juif de Rome. Sur 6.000 déportés romains, il n'y eut que 16 survivants !

Mais aujourd'hui, on croirait plus à la sincérité du pape si, en même temps qu'il prône l'amitié avec le peuple juif, il prônait l'amitié avec les peuples arabes.

La véritable réconciliation entre les peuples viendra quand tous les opprimés du monde s'uniront, en se détournant des chefs religieux, chrétiens, juifs ou musulmans, qui entretiennent le fanatisme tout en prêchant la résignation sociale.

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES DU 16 MARS 1986

Lutte Ouvrière a présenté aux élections législatives et régionales de mars dernier des listes de candidats, pour faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Pour assumer les frais importants de cette campagne électorale, notamment l'impression du matériel légal, nous avons besoin de l'aide de tous.

Même si cette campagne est terminée, si vous n'avez pas encore versé votre soutien, il est encore possible de le faire.

Vous pouvez envoyer votre contribution, ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : LUTTE OUVRIÈRE CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".

Nous poursuivons ci-après la publication des dons déjà reçus.

Ouvrier RP, 20 F. Iragne, 20 F. Delbecq, 20 F. Colombini, 20 F. Confliti, 20 F. Un ouvrier, 10 F. Une femme de ménage, 20 F. Un technicien, 30 F. Fortuny, 10 F. Brucker, 20 F. Jean Lafosse, 50 F. Claudine, 10 F. Leparcq, 10 F. Achard, 10 F. Nogueira Roseline, 20 F. Esther, 1000 F. Jean-Louis, étudiant, 50 F. Hervé, 20 F. Patricen 20 F. André et Claude, 35 F. Franciso, 100 F. 50 F. Une copine, 500 F. Marché Champigny, 10 F. Mme Sulpice, 20 F. Jean (marché Sucy), 10 F. En soutien, entièrement d'accord, 20 F. Alain, 100 F. Renée, 200 F. Nicolas, 100 F. Par amitié pour Thierry, 100 F. Dory, 560 F. Antoni, 50 F. Pascale, 200 F. Gérard, 500 F. Guy, 200 F. Oyon, 100 F. André, 20 F. Ariel, 25 F. Deux PS critiques, 100 F. Un "autogéré" sceptique, 10 F. Guillaume, 10 F. Christophe, 5 F. Didier, 5 F. Luce, 5 F. Jean-Charles, 5 F. Anne-Claude, 5 F. Georges, 10 F. Abdallah, 50 F. Jacques, 200 F. Michèle, 100 F. Hokny, 10 F. Un travailleur de Méru, 50 F. Jocelyne, 70 F. Lolita Béton, 100 F. Un médecin ami, 5000 F. Tendron, 150 F. Educateur sportif, une victime à Le Pen, 50 F. Laurent, 30 F. Frédéric, 100 F. Jean-Claude, 50 F. Akim, 13 F. Chantal, 500 F. La copine de Jean-Marie, 10 F. Katell, 10 F. Lili la raleuse, 50 F. Christine 10 F. Odile une révolutionnaire, 30 F. Jocelyne, 10 F. Horia une Algérienne, 30 F. Le clown de service, 30 F. David, 30 F. Philippe, 30 F. Un animateur foyer PTT, 44 F. René, 100 F. Dominique, 100 F. Patricia, 200 F. D.C. Paris, 1000 F. Etudiante (Jussieu), 10 F. Etudiant (Jussieu), 50 F. Henry, 20 F. Kittry, 100 F. Clifford fac Dauphine, 100 F. Josefa fac Dauphine, 10 F. Déçu du PS fac Dauphine, 30 F. Cavalotti Villejuif, 30 F. Bernabeu fac Dauphine, 50 F. Hellequin Villejuif, 40 F. Hugues fac Dauphine, 10 F. Arnolds fac Dauphine, 100 F. Nicolas fac Dauphine, 30 F. Aitor fac Dauphine, 200 F. Reyss Brion fac Dauphine, 10 F. "Un gestionnaire fou" fac Dauphine, 100 F. Isabella fac Dauphine, 10 F. "Une économiste" fac Dauphine, 10 F. Agnès fac Dauphine, 10 F. Isabelle fac Dauphine, 10 F. Nadia fac Dauphine, 20 F. Gérard fac Dauphine, 10 F. Benoît fac Dauphine, 10 F. Jean Dominique fac Dauphine, 20 F. Jacques fac Dauphine, 20 F. Césaire fac Dauphine, 10 F. Céline fac Dauphine, 10 F. Joël fac Dauphine, 10 F. Phil fac Dauphine, 200 F. Un électricien branché, LO, 500 F. Véga fac Dauphine, 100 F. Anna Claire, 50 F. Anne, 50 F. Mon frère, 200 F.

NCR FRANCE DEFENSE
Une collègue, 50 F. Une amie, 50 F. Un collègue, 100 F. Joël, 30 F. Soutien, 10 F. Pour Arlette, 30 F. Un dessinateur Alsthom, 30 F. Un passant, 20 F. Daniel Hervieux, 30 F. Béatrice et Didier, 100 F. Le Scanff Edith, 20 F. Béatrice et Jean-Pierre, 100 F. Pour Arlette, 15 F. Dans la rue (2 personnes), 34 F. Devant l'Alsthom le Bourget (3 personnes), 75 F. Yana, 100 F. Anonyme, 50 F. Anonyme, 20 F. Un employé des télécom, 50 F. Pascal, 20 F. Dominique, 10 F. Vincent, 50 F. Une lectrice de Montreuil, 150 F. Sylvie, 60 F. Un électeur PC, 15 F. Un copain, 100 F.

COMPIEGNE
Un travailleur de Colgate, 50 F. Un sympathisant, 100 F. Une sympathisante, 40 F. C.C., 110 F. Weber, sympathisant, 100 F. Justin, 30 F. Chivy (Aisne), 100 F. Pascale, Les Lilas, 200 F. Daniel et Josette (Paris), 200 F. Sympathisants (91), 100 F. Sympathisants (95), 10 F. Sympathisante, (78), 50 F. Sympathisant (78), 100 F. Capron, 200 F. Une laborantine, 20 F. Pour vous soutenir, 14 F.

PARIS EBOUEURS
S.M., 20 F. Birant, 50 F. Jeanne Peri, 100 F. Maîtrise anonyme, 100 F. Jean-Louis Velo, 50 F. Un homme de gauche, 100 F. Demb, 20 F. Chiran, 50 F. Olive V., 50 F. Jean-Richard B., 50 F. Meyer, 50 F. Jean-Pierre RE, 100 F. Silin, 20 F. Traore M., 20 F. Lassan, 20 F. DGAFR, 20 F. Lemerle, 30 F.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES PARIS
Anonyme, 50 F. Anonyme, 10 F. Dekeyser, 10 F. Lorand, 50 F. Bazin, 50 F. Royer, 40 F. Lamorinière, 50 F. Diaz, 20 F. Abalos, 30 F. Portal, 10 F. Lecat, 10 F. Doussoux, 10 F.

RATP
Le Gal, 100 F. Un machiniste RATP, 100 F. Chauffeur bus Montrouge, 40 F. Martin un autre machiniste, 40 F.

SNCF DÉPÔT PARIS CHAPELLE
Samson, 100 F. Szczotkowski, 250 F. Robert B, 10 F. Serge P, 50 F. Pierrot F., 20 F. François R., 30 F. Victor, 20 F. Pamain J.L., 20 F. Agattaz, 18 F. Boyssarie, 10 F. Chamonian, 20 F. Malenfant, 10 F. Yves Cuissard, 10 F. Suelves, 10 F. Duriez, 10 F. Bertram, 10 F. Didier C., 20 F. Lasserre Fabrice, 25 F. Fobo J.M., 15 F. Joël Hiard, 30 F. Marc G., 50 F. Figuester, 10 F. Etienne, 40 F. Philippe C., 10 F. Philippe Ravel, 20 F. Raynaud, 20 F. Dulin françois, 20 F. Alarçon Etienne, 20 F. Lecomte 20 F. Pire, 50 F. Eric V, 20 F. Collecte du 12/3 dépôt Chapelle, 40 donneurs, 271 F.

BNP BARBES PARIS
J.F. Rousseux, 50 F. Françoise, 100 F.

BNP BARBES PARIS
Laurence Perrandru, 200 F. Martine, 100 F. Yvette, 100 F.

THOMSON HBS
Daniel, 400 F. Catherine, 300 F. Abdala, 300 F. J. Philippe, 50 F.

URSSAF MONTREUIL
Speranza Claude, 50 F. Dialo Yvette, 50 F. Blon Dominique, 200 F.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES PARIS
Vanden, 50 F. Crechet J.P., 50 F. Marcet, 50 F.

RATP
Pasne, 20 F. Cardinal (Illisible), 20 F. Doviel, 50 F. Bourgeon, 10 F. Schiovi, 20 F. Daniel, 20 F. Lemeur, 30 F. Illisible, 40 F. Helias, 10 F. Soetemondi, 50 F. Artamaraf, 30 F. Michel, 50 F. Joël, 30 F. Marcel, 30 F.

CAFRP
Annie, 100 F. Une copine, 50 F. Loulou, 50 F. Retraitée qui vote Arlette, 50 F.

BOURGES
Brion 10 F. Raimbault 10 F. Willems 10 F. Marie Stenuit 10 F. Padjasta Raban 10 F. Baneau 50 F. Ben Saad 10 F. Parizot 27 F. Dessiaume 10 F. Marsault 30 F. Roy René 10 F. Barreau 50 F. Romy Claude 20 F. Un sympathisant 20 F. Deux ouvriers Ets Minilaires 30 F. Un technicien 100 F. Gaillard 20 F. Sur le marché 15 F. Monnaie 10 F. Berthaud 10 F. Kotel 7 F. ROSIERES : Liliane 10 F. Bédrédine 50 F. Patrick Gerbaud 20 F. Val (3e versement) 60 F. Christine (2è versement) 10 F. Un copain 30 F. Solange 30 F. SECURITE SOCIALE : un contrôleur 10 F. Un contrôleur 20 F. Martine 10 F. Michèle 10 F. Catherine 10 F. Soutien 10 F. Par sympathie 10 F. Soutien 10 F.

BOURGES
Christophe Chabin 10 F. Peyronnet Lucien 70 F. Un militant qui veut changer cette société qui trahit les ouvriers 105 F. Meeting 12 F. Oujda 20 F. Anonyme 5 F. Aliouane 20 F. Ribeiro 10 F. Durieux 20 F. Un camarade 200 F. Collecte meeting Arlette Bourges 1.765 F. Corto 100 F. Anonyme 14 F. Hauchère 751.

VIERZON
Un soutien 100 F. Lareus 30 F.

PARIS
Philippe, 20 F. Rachid, 50 F. Liliane, 100 F. Georges, 100 F. Pour Lutte Ouvrière, 200 F. Un copain, 200 F. Soutien, 50 F. Anne, 80 F. FG pour LO, 75 F. Un employé, 100 F. Un ami, 50 F. Caroline, 200 F. Isabelle, 100 F. Pascale et Alain, 50 F. Anne, 100 F. Pour la démocratie Sophie, 60 F. Jean-François Lorient, 50 F. Martine, 200 F. Un Syrien, 24 F. Un travailleur agricole, 50 F. Lycéen, 10 F. Un ouvrier, 30 F. Ducros, 20 F. Catherine, 200 F. Un travailleur, 20 F. Pommier Gilles, 15 F. Audinet Thierry, 20 F. Chum, 50 F. SDM, 15 F. La puce et Olivier, 20 F. EP, 5 F. Frankeinstein, 20 F. X, 5 F. Nadouschka, 5 F. Stéphanie, 10 F. Delphine, 5 F. Olivier, 20 F. Stéphane T., 10 F. Mike, 10 F. Yéyette, 50 F. Claire, 10 F. Ram, 20 F. Denis, 20 F. Corinne, 20 F. Coco, 30 F. Francin, 100 F. Une socialiste, 20 F. Catherine, une socialiste, 50 F. Agnès, une anarchiste, 100 F. Christophe, un donneur, 20 F. Tienou d'Asnières, 50 F. Martine, St.-Denis, 50 F. Marie-Thérèse, 50 F. Amita, 50 F. Le père, 4 F. Un copain, 50 F. Un musicien mécontent, 100 F. Un étudiant mécontent, 100 F. Pour soutien, 100 F. Marie, 80 F. Jeannine, 50 F. Dahba, 20 F. Quelqu'un qui ne vote pas, 30 F. Un postier, 30 F. Alain, 50 F. Didier, 100 F. Flora, 150 F. Claire, 20 F. Anne-Marie, 20 F. Philou, 100 F. Annabelle, 100 F. Soutien, 50 F. Claude, 100 F. Nicole Geneviève, 100 F. Magniez Gilles, 100 F. Pour vous aider, 50 F. Nicole, 75 F. Pour apprendre, 100 F. Stéphane, 100 F. Silvie, 10 F. Daniel Cartenelle, 100 F. Rachid, 100 F. C. Villejuif, 1000 F. Ex-Chausson Asnières, 50 F. Gérard, 120 F. Alain Pailler, 100 F. Françoise Germain, 100 F. Un étudiant, 10 F. Francis, 50 F. Angeline, 100 F. Une mère de militant, 200 F.

REGION PARISIENNE
André 300 F. Mme Moreaux 25 F. Mme Vautier 25 F. Alain 100 F. Lerdi 80 F. Gérard DDASS 77 50 F. Maryvonne DDASS 77 100 F. Vaucouleur 50 F. David 50 F. Esteban 200 F. Kiki 40 F. Pour vous aider dans votre campagne 200 F. Olivier et Isabelle 250 F. Francis 50 F. Gilles 150 F. Eric 10 F. Nathalie 10 F. Nicole 500 F. Odile 20 F. Michel 26 F. Philippe 50 F. Patrick 20 F. Vincent 20 F. Michel 20 F. François Gilles instituteur 10 F. Bechard 20 F. Summa 20 F. Piero 20 F. Karine G. 30 F. Charlot 10 F. Les amies 10 F. Marie-France 20 F. Jacqueline 10 F. France 30 F. Elisabeth 50 F. Marché 20 F. Meignan 100 F. Soutien 20 F. Ginabat Hubert et Gabrielle 200 F. De Valois Stéphane 24 F. Geneviève 50 F. Moulin 10 F. Soutien 100 F. Ginabat André 150 F. Anne 150 F. Isabelle 100 F. Soutien 50 F. Jean-Claude 200 F. Philippe 50 F. Soutien 10 F. Un ouvrier du bâtiment 100 F. Un électricien 100 F. Un lecteur 10 F. Rudi 100 F. Yvonne 50 F. Azip 15 F. Anonyme 600 F. Eliane 100 F. Valérie et Bruno 100 F. Anonyme 50 F. Sympathisant 50 F. Riera 50 F. Philippe 15 F. Yves 10 F. Tyera 10 F. Un retraité 100 F. Une éducatrice 100 F. Mireille (prof) 35 F. Un couple, Jussieu 35 F. Ziywar 75 F. L'Aragounette 100 F. Romain 25 F. Vanneau Véronique 20 F. Cannepasse Thierry 30 F. Foll James -Bouraba J.M. 50 F. Née Josette 50 F. Née Patrick 20 F. Cornil Corinne 20 F. Medhi 10 F. Philippe 200 F. Isabelle 300 F. Micheline, pour la révolution prolétarienne 100 F. Roger 100 F. Moreau 70 F. Véronique Monmaire 200 F. Claude 300 F. Philippe 100 F. Pour LO 50 F. Mireille 50 F. Bruno 20 F. Anonyme 10 F. Didier 40 F. Anonyme 30 F. Lycéen Championnet 300 F. La comète de Halley 150 F. Mon frère (bis) 100 F. Un ami 200 F. Annick 100 F. Copain du PC (bis) 200 F. Un commerçant à Paris XVII 50 F. Sylvie 50 F. Badache 20 F. Un travailleur Marocain de Valexy 20 F. Une mère sympa 50 F. Philippe 10 F. Acheteur 5 F. Anonyme 1.000 F. Corine 100 F. Bruno 100 F. COFFI 50 F. Maryline 150 F. Soutien 50 F. Christophe 100 F. Pour la pluralité 100 F. Pour Lutte Ouvrière 50 F. Jean-Claude Denez 50 F. Jean-Luc 30 F. Marc et Sylvie 500 F. Bernadette 50 F. Patrick 50 F. Dominique 100 F. Raharimajana Josiane 50 F. Jacob V. 200 F. Waconge E. 15 F. Cassan M. 16 F. Radenac Pascale 10 F. JK 200 F. Illisible 20 F. Illisible 10 F. Le Floch 30 F. Loth 10 F. Rosowsky Judith 50 F. M. Apap 100 F. Mme Apap 100 F. Soutien 75 F. Georges 10 F. Pelikan 100 F. Machaut 12,5 F. Aubert 50 F. Catherine et Patrick 500 F. Un sympathisant 100 F. Un sympathisant 100 F. Hélène Coste 300 F. Soutien 15 F. Pour une meilleure société 10 F. Alain, troisième versement 150 F. Pour les affiches 30 F. Un enseignant 100 F. Fabrice 50 F. Jean-Pierre 150 F. Michel 50 F. Militant 120 F. Sylvia Aiello 50 F. Monsieur 36 100 F. Marie-Luce Béa 20 F. Dominique Letorgat 100 F. Michefine Valanseeynle 100 F. Sabine 300 F. Benoît Thérèse 23 F. Benoît Céline 50 F. Soutien 2 F. Un copain 100 F. A. Labriola 25 F. P. Suberras 50 F. Sala Marina 400 F. Delain Claire 10 F. Demon 10 F. Philippe Laborde 50 F. Juan Jose Varas - Ahmed 50 F. Un copain 1.000 F. Un copain 250 F. Isabelle 200 F. Roland 50 F. Xavier 100 F. Un copain 2.000 F. Un ex-employé d'assurances retraité 100 F. Dominique 100 F. Denis 100 F. J.-Louis Modolo 250 F. Un musicien sympa 40 F. Benoît 200 F. Emmanuelle 50 F. Laurence 20 F. Béatrice 100 F. Francine 100 F. Patrice 100 F. Choquet 100 F. Deltheil 100 F. Lespiac 100 F. Hakari 50 F. Féline 10 F. Duval 10 F. Schenk-Argentin 10 F. Kajal 20 F. Hamid 10 F. Sylvaine 10 F. Saurch K. 30 F. Mammou Naïcha M. 10 F. François Amara Djenaim 30 F. Giorgi Philippe 50 F. Rémi 50 F. Michèle 50 F. N'Guyenno Jean-Guy 100 F. Duchêne 300 F. Mamadou 100 F. Une mécontente 50 F. Un mécontent 50 F. Josiane 100 F. Un africain 50 F. Algue 50 F. Hermouy 20 F. Denis, Maria, Hélène, Scapin 50 F. Abdelkrim 20 F. Mtsounga 15 F. Abdelsalem 40 F. Nordine 20 F. Brigitte 100 F. Evelyne 50 F. Josiane 100 F. François 30 F. La mère d'un... 100 F. Un travailleurs de Villeneuve-la-Garenne 10 F. Une aide-soignante 500 F. Anonyme Villeneuve 20 F. Martin, plonteur 30 F. Le St-Bertrand 200 F. M. Lecas Emile 50 F. Véronique O BAP 100 F. En francs suisses 146 F. Un agent hospitalier de Paul Paris 50 F. Patrica AS 100 F. Marie-Anne 365 F. Annick AS 40 F. Paule Annik AH 25 F. Isabelle AH 30 F. Marie-Elise AH 20 F. Christine AH 50 F. Henri infirmirmier 50 F. Annick Flageolet 50 F. Jacqueline P. AH 50 F. Josiane F. AH 10 F. Sylvie Babadjian EN 50 F. Une voisine 86 ans 50 F (Arlette n'est pas avec Krivine alors ?). Pour arrondir 4 F. Jean-pierre 100 F. AM 100 F. Complément LO 5 F. Anonyme 10 F. JLM 300 F. Viviane 50 F. Jean-Pierre 2.000 F. Laure Anne 200 F. Sylvie 50 F. Geneviève 100 F. Laurence XIe 50 F. Sylvie XIIIe 200 F. Françoise 50 F. Patricia 50 F. Michel 100 F. Philippe Pastore 70 F. Frédéric Eraul 20 F. Gilles Lamothe ouvrier 19 ans 15 F. Jack Prizzi 200 F. Pour qu'Arlette mette le bordel à l'Assemblée 1.000 F. Un sympathisant 20 F. Glatigny 50 F. Quelin Patricia 50 F. Rasta Cald 10 F. Boussaada 10 F. Caudron Pascal 50 F. Bertrand Sorbonne 300 F. Eric 50 F pour qu'on puisse espérer un jour. Bakounine 50 F. Denis Cargot 100 F. Marceline Ntyam 10 F. Olivier 100 F. Anne Guldner 100 F. H et A Gauvenet 200 F. Esnard 50 F. Hervé, un sympathisant 200 F. Abdel N 100 F. Dominique 100 F. Le gardien Luciano 50 F. Perrot P pré-retraitée 20 F. Une secrétaire médicale 650 F. Une ouvrière retraitée 80 F. PC 200 F. Jojo 500 F. X 100 F. Y 500 F. Pour la révolution en Afrique 100 F. Elisa 50 F. Eric 50 F. Pascal 100 F. Misrahi Léon 20 F. Marie Jo 50 F. Un inspecteur PTT 50 F. Misrahi Philippe 30 F. MT 150 F. Alex, pour tout casser 50 F. Wienloop 40 F. Mosero Marina 30 F. Serge 50 F. Cette fois-ci, je vote pour vous 30 F. Un collègue 20 F. L'élène 15 F. Patricia 50 F. Yvette 6 F. Ancien militant PC 50 F. Dany 10 F. Jeune travailleur 100 F. Guerineau J.-Marc instituteur 70 F. Vrignaud Cathy institutrice 50 F. Boris, vive la révolution 100 F. Ouvrier Citroën Aulnay 300 F. Francine enseignante 100 F. Retraité Aubervilliers 100 F. Rolland 300 F. Armelle 50 F. Claude 100 F. Catherine 50 F. Isabelle 20 F. Joëlle 30 F. Esther 10 F. Alain 20 F. Eric R 20 F. M TX 30 F. LB Chantal 25 F. Christophe 55 F. Jean du 20e 40 F. Frédérique L 10 F. LF 20 F. CB pour Arlette 27 F. Nestor 70 F. P. un postier 100 F. Larbi 28 F. Le roi du pinceau 30 F. Stéphane S 25 F. Jérôme 20 F. R. WA 43 F. Roland T 10 F. Anonyme 100 F. HLM C 50 F. Alian D 45 F. Frédo 20 F. Marcel VR 50 F. Françoise G 25 F. Robert 12e 35 F. Claudine D 15 F. Anonyme 100 F. Michel, ouvrier Périer (Nîmes) 200 F.

LA COURNEUVE
Un enseignant 200 F. Un prof. 20 F. Jean-Marc un prof 20 F. Jean-Loup, prof 30 F. Maurice, prof 70 F. Une enseignante 20 F. Un enseignant 100 F. Michel, prof 20 F. Danielle 20 F. Philippe, prof à La Courneuve 30 F.

LYCEE EMILE-DUBOIS (Paris)
L.A. 30 F. V.B. 40 F.

SAINT-DENIS
Pham 30 F. Christophe 100 F. Pilain Lionel 20 F. Esope 10 F. Pour la liberté d'expression 50 F.

CREIL
Madeleine 25 F. Louis et Georgette 25 F. Martel Appolinaire 25 F. Francis 100 F. Michelle, une mère de famille 25 F.

ORSAY
Janin 50 F. Houver 50 F. Dexter Jo 10 F. Patou infirmière 50 F.

VILLEJUIF
Latournald 5 F. Nelel 10 F. Supplément pour un LO 4 F. Huyne T. 35 F. Cuif 100 F.

CRETEIL RECTORAT
Françoise 100 F. Gérard 100 F. Jack 10 F. Josiane 50 F. Yveline 300 F. Gérard 50 F.

CRETEIL
Marc 200 F. Josette 56 F.

SAINT-DENIS
Marianne 50 F. Laurence Chavannes 200 F. Liliane Bas 200 F.

VITRY
Un voisin sympa 20 F. Uzun 10 F. Dépond 40 F. Une voisine 30 F. Peltre 40 F. Amer 30 F. Anonyme 30 F. Alain 600 F.

VAL D'OISE
Thierry 30 F. Thibault 50 F. Martin 50 F.

PTT INTER ARCHIVES
Claire 20 F. Ozonne 200 F. En soutien 52,50 F.

AMIENS
Georges 200 F. Bussady 10 F. Lavallbry 15 F. Legee 10 F. Dumon Sylva électeur communiste 10 F. SNCF Amiens 10 F.

LYCEE BEAUVAIS
Christophe 100 F. Emmanuel 100 F. Thierry (ouvrier de Méru) 300 F. Anonyme 30 F. Soutien 10 F.

COMPIEGNE
B. Perrot 50 F. F. Denoyelle 35 F. G. Knoff 30 F. C. Floderer 30 F. C. Bover 30 F. Sympathisant 25 F. Infirmière 100 F.

TROYES
Une retraitée 20 F. Une sympathisante, mère de famille 50 F. Mme Gérard 15 F. Mère de famille au chômage 15 F. Mme Choisy 40 F. Un préretraité 150 F. Une infirmière 200 F.

CREIL PTT
Francis 100 F. Christian 30 F.

CAF RP
Lacrouts Claude 200 F. Bride Liliane 10 F. Le Garnec 30 F. Grandjean "Allez Arlette" 30 F. Jacky 200 F. JPR 300 F. Sylvie R. 100 F. Michèle B. 40 F. Françoise 20 F. Marie Jo 15 F. Patrice 20 F. Jacqueline 20 F. Une employée 50 F.

ARGENTEUIL
Chantal 100 F et Bernard 50 F. Umilda 20 F.

THOMSON CERGY
Michel Champion 200 F. Jean-Pierre 20 F. Michel 20 F. Guy 20 F. Un ouvrier 20 F. Jean 40 F. Un technicien 30 F. Christianne 30 F. Aldo 40 F. Jean-Marie 20 F. Gabriel 100 F.

VIA ASSURANCES
Micheline 100 F.

CHAUSSON ASNIERES
Un ouvrier 10 F. Robert 10 F. André 50 F. Alain 20 F. Un ouvrier 14 F. Un travailleur 14 F. Vive la lutte des prolétaires 24 F. Une travailleuse 4 F.

CITROEN
Thierry 50 F. Mohamed 25 F. Carlos 50 F. Sylvie 50 F. Antonio 50 F. Ahmed 20 F. Philippe 200 F. Un OS 40 F.

CITROEN - SAINT-OUEN
Un ouvrier de l'Outillage 50 F. Sympathisant Epinettes 25 F. Un ouvrier de l'Entretien 15 F.

CRAMIF
Sylvie Esnault 50 F. C.B. 50 F. J.P. Rueff 50 F. M.S. 50 F.

CAISSE D'EPARGNE PARIS
Gilles Leconnet 100 F. Patrice 100 F. Pour une gauche pluraliste 100 F. Nicole Cieslak 100 F. un sympathisant 150 F. Soutien à un candidat 50 F. En plus 7.

PTT ISSY CTA
Catherine P. 100 F. Morand J. 10 F. Lamande Y. 20 F. Un anonyme 10 F. Auddo 11. Sidhoum 10 F. Trbovic 20 F. Albouyg 20 F. Bichet 20 F. Marguerite 20 F. Lardenois 10 F.

THOMSON GENNEVILLIERS
Claude TVE 50 F. Campini TVE 300 F. J. Michel DET 30 F. Philippe TVE 50 F. Jeannot TVE 250 F. Joël TVE 60 F. Olivier TVE 100 F. Luc TVE 100 F. Bernard DET 20 F. Moldenhawer TVE 40 F. Alain DET 25 F. Le Meillou DET 20 F. Gisèle (ATR-DTC) 20 F. Jacques 50 F. Caverzasio 50 F. Monique Ternet 50 F. Rondriontelmo 50 F. Un travailleur 50 F. Georgette 100 F. Josette 30 F. Amar 50 F. Rigaudeau Cessey 100 F. Danièle 100 F. Collecte Thomson 393 F. Auvram 50 F. Daniel 25 F. Martin 30 F. Regnier Gilles 50 F.

CHAUSSON GENNEVILLIERS
Sympathisant 50 F.

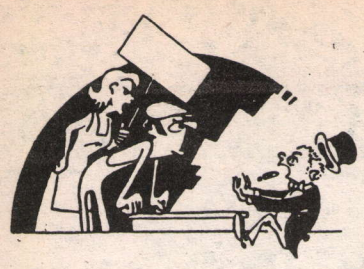
RENAULT BILLANCOURT
Un ouvrier 30 F. Un ouvrier 15 F. Une dactylo 250 F.

CGCT PARIS
Gaudin Michel 50 F.

CGCT MARNE
Laud 50 F. Kospereck 50 F. Vallin 400 F. Marie-France 100 F. Irène 50 F. Marie Jo 50 F. Didier 50 F. Loulou 30 F. Michel 20 F.

Le montant total versé à notre souscription est à ce jour de 1.456.835 F.

Si vous avez versé et que votre nom ne figure pas encore dans ce numéro, ne vous impatientez pas : votre participation sera mentionnée dans les prochains numéros de notre hebdomadaire car, faute de place, nous n'avons pas encore pu publier tous les noms de ceux qui ont ainsi soutenu notre campagne.



CEGEDUR ISSOIRE

APRÈS L'EXPLOSION DE LA FONDERIE

La terrible explosion de la Fonderie, le 24 mars, avait fait quatre morts et 25 blessés, dont certains gravement, et provoqué un véritable état de choc. Maintenant, c'est passé et chacun se pose beaucoup de questions sur la sécurité, en rappelant que c'est la quatrième explosion depuis 1968.

S'il est vrai qu'il y a une volonté de la direction générale de faire redémarrer la production, c'est que la transformation de l'aluminium sur le site d'Issoire a toujours été d'un rapport juteux pour Cégédur-Péchiney, avant comme après sa nationalisation.

Pour le moment, on nous fait bien comprendre qu'il faut être solidaire de l'entreprise, préserver l'outil de travail, ne pas perdre les marchés passés avec la clientèle mondiale : USA et Japon, Canada, Angleterre et Allemagne, et donc conserver l'usine d'Issoire.

Et dans ce concert de bonnes paroles, il n'y a pas que la direction qui joue du violon. Le syndicat CFDT de l'usine en rajoute même, en faisant un véritable chantage à l'emploi. Il écrit tout récemment : *"Il appartient à chacun de savoir s'il veut ou ne veut pas sauver l'outil de travail. Il appartient à chacun de se déterminer"*. Ce qui revient à accuser de défaitisme tous ceux qui sont inquiets et qui s'interrogent sur les conditions de travail liées à la reprise de la production, sur les causes de l'accident et sur la sécurité dans l'ensemble de l'usine.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIFFICILES :

La reprise s'est faite lentement, après quelques travaux de déblayage, sauf dans le périmètre immédiat de l'explosion, qui reste strictement interdit d'approche et qui est réservé aux enquêteurs.

Il n'y a donc pas eu encore de mise en chômage technique : la direction a demandé que des jours de congé soient utilisés, et le travail a repris au ralenti.

Mais dans de nombreux ateliers, on subit le froid dû aux conditions atmosphériques très mauvaises : neige et pluie chaque jour. Or des milliers de vitres ont volé en éclats par suite du souffle de l'explosion très violente. Des courants d'air partout, les bâches ne suffisant pas à protéger. Par précaution, la préfecture, responsable de l'enquête administrative, a ordonné la coupure du gaz, alors que beaucoup d'endroits sont chauffés par ce moyen.

Le sort des fondeurs a été vite réglé : ils ont été dispersés pour des mois probablement, dans d'autres usines du groupe, à Cézus-Montreuil (Angers), à Neuf-Brisach (Colmar) ou à Voreppe (Grenoble). Sur 80 fondeurs, deux seulement ont refusé de partir. Pour faire passer la pilule, la direction leur accorde une prime de 1.000 F par mois, les frais d'hôtel et de transport étant payés. La CFDT se vante d'avoir réussi à obtenir pour eux une liaison téléphonique avec leur famille...

Tous les intérimaires, stagiaires et jeunes sous-contrats soumis au système de l'IVP ou "insertion à la vie professionnelle", un équivalent des TUC, ont vu leur contrat annulé sur-le-champ et ont été renvoyés.

Les entreprises sous-traitantes ont dû mettre momentanément une partie de leur personnel en congé. Mais certaines activités ont repris, notamment la peinture dans quelques ateliers.

L'ENQUETE : RESERVEE AUX NOTABLES.

Les services de la préfecture de Clermont-Ferrand contrôlent les conditions dans lesquelles la direction de Cégédur fait reprendre les activités. Une cellule de travail est chargée de rechercher les causes de l'explosion de la Fonderie. Or elle est uniquement composée de la direction de l'usine d'Issoire et des ingénieurs responsables. Voilà ce que la direction de Cégédur appelle sans rire *"faire toute la lumière sur l'accident"*. L'inquiétude reste vive dans l'usine et beaucoup pensent qu'on ne saura jamais exactement pourquoi et comment quatre travailleurs sont morts. La direction ne perd pas de temps et envisage de faire remettre en route trois fours parmi les moins endommagés. Raison de plus pour être méfiant et réclamer des garanties de sécurité.

Correspondant LO

La fonderie après l'explosion du 24 mars.

CONCOURS À LA SNCF

C'est le cocotier!

Pour impulser les ventes, la direction commerciale de la SNCF a ouvert un concours intitulé "les Champions".

Elle le présente sous forme d'un jeu : des "voyageurs-mystère", d'après son expression (en fait des cadres envoyés "incognito" par la direction), doivent se présenter au guichet. Si le cheminot propose la première classe avec les arguments recommandés par la direction, le fameux voyageur lui tend une enveloppe qui contient de 100 F à 1.000 F et la possibilité d'être tiré au sort pour un voyage à la Martinique.

En gare de Lyon, bien des camarades de la Recette ont été irrités d'être traités comme singes à qui on demande de faire la grimace. Et certains ont fait remarquer que les cadres ont bien du temps à perdre à faire les clowns pendant que les voyageurs doivent attendre parfois deux heures pour une réservation.

échos des entreprises

Faites comme chez vous

Certains d'entre nous ont reçu de la visite à l'usine : un monsieur du genre "votre argent m'intéresse", très renseigné sur notre compte et proposant toute une panoplie de placements financiers.

On ne sait pas comment les fichiers ont été constitués, mais on suppose que la direction a donné son accord pour un tel démarchage sur le lieu de travail.

L'idée est bonne, et il va falloir y penser. Plus de problèmes de colis recommandés, de rendez-vous avec votre banque, votre garage : vous faites venir tout le monde à l'usine, la direction n'y verra sûrement aucun inconvénient !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Thomson HBS Saint-Denis*

Payées au rendement une blague?

Il paraîtrait qu'on est payés au rendement. C'est-à-dire que, en principe, plus on produit, plus on gagne.

C'est pas possible ? Alors, comment expliquer que ceux qui touchent les plus gros salaires, ce soient justement ceux qui ne produisent pas, ceux qui passent leur journée à nous regarder travailler, les mains derrière le dos ?

Si encore ils se taisaient... Mais non ! Ils sont comme les crocodiles : une grande gueule et des petits bras !

Extrait du bulletin "Le Culotté" Lévi-Strauss *édité par* Lutte Ouvrière *La Bassée (Nord)*

Si c'est la loi...

Sur la galerie ouest IBT, des travailleurs se sont étonnés récemment que les scies circulaires, machines ô combien dangereuses, ne comportent pas d'arrêt d'urgence. Et ils en ont averti le service sécurité.

La réponse du chef de ce service fut sans appel : *"Ce n'est pas la loi !"*

Nous voilà rassurés. Si quelqu'un se coupe sur une de ces scies, il saura que son accident est conforme à la loi... du profit, bien entendu.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Alsthom Belfort*

Les vices du vendredi soir

Demain c'est vendredi. Et une fois de plus, à cause des heures supplémentaires obligatoires, il faudrait qu'on travaille une heure de plus que d'habitude.

Alors, conseillez à vos amis de ne jamais acheter un pantalon du vendredi soir.

Parce que le Levi's du vendredi soir, il n'a vraiment pas la pêche : il a des poches sous les yeux, il est tout fripé par la fatigue, il ne tient pas en place parce qu'il a toujours envie de partir, il ne subit que des revers, et... il craque !

Extrait du Bulletin "Le Culotté" Lévi-Strauss édité par Lutte Ouvrière - *La Bassée (Nord)*

Arrêt définitif de la chaîne du 14

Mercredi dernier, le dernier moteur est sorti de la chaîne du 14. Pour certains, cela a représenté une époque qui se termine. Mais pour la plupart des OS, c'est une période d'incertitude sur l'emploi qui s'ouvre !

Les travailleurs de la chaîne du 14 ont monté près de 10 millions de moteurs, cela pendant des dizaines d'années. Ils ont fait amasser des fortunes à la RNUR. Et tout cela pour quel résultat ? Pour qu'aujourd'hui des chefs leur disent : *"Il n'y a plus de travail au 14. Vous avez le choix entre le départ ONI, aller à Choisy... ou dans l'Ile" !* C'est se ficher du monde. Qu'a fait la Régie Renault de tout cet argent gagné sur notre dos ? Il n'est certainement pas perdu pour tout le monde, en particulier pour les banques !

Alors, que la direction se débrouille comme elle veut : c'est elle qui ferme le département, à elle de nous garantir et l'emploi et les salaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Billancourt (Dpt 14-49)*

lires

"TÊTE DE TURC"

de Günther Wallraff

Ce livre est le reportage d'un journaliste pas tout à fait comme les autres. Sans avoir jamais travaillé pour un journal à proprement parler, Günter Wallraff a écrit de nombreux reportages, sous forme de livres le plus souvent, sur les aspects cachés de la société de notre temps. Sa technique, ce n'est pas tant d'aller voir sur place, que de vivre de l'intérieur le fait sur lequel il veut enquêter. Pour faire la preuve d'une solide fidélité au nazisme chez un grand patron et sa maîtrise, le mieux placé n'est-il pas l'ouvrier qui travaille dans l'entreprise ? Wallraff s'est fait ouvrier chez Melitta. Pour témoigner contre le régime des colonels grecs, il a fait de la prison chez eux. Il s'en est également pris au grand trust de la presse de droite d'Axel Springer, et au journal à scandale *Bild Zeitung,* en réussissant à se faire embaucher comme journaliste-maison.

Wallraff prend des risques en enquêtant sur les méthodes de *Bild,* sur les séquelles du nazisme, sur les milices anti-ouvrières du patronat.

Cette fois, il s'agissait d'aller tout en bas de l'échelle sociale, de se faire ouvrier immigré, Turc en l'occurrence, et de dévoiler par les yeux de ces travailleurs sans droit un certain visage de la société allemande. Wallraff avait beau s'attendre au pire, la réalité a dépassé ce qu'il avait imaginé.

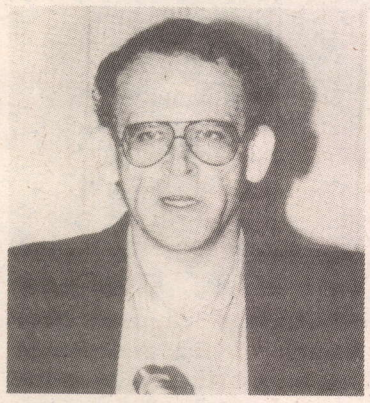
Par ces temps de crise, les clandestins turcs sont pour le patronat allemand exploitables et corvéables à merci. Un Thyssen fait faire les sales boulots dans ses usines par eux ; mais il ne les emploie pas officiellement ; il a recours à tout un système de négriers, traitants et sous-traitants qui lui fournit la main-d'œuvre dont il a besoin. Quand chacun a prélevé sa dîme, le sous-traitant alloue quelques marks au Turc.

Pires encore sont les conditions de travail : après un poste de huit heures, on peut très bien demander aux mêmes travailleurs de remettre ça s'il y a urgence. Un des collègues de Wallraff avait ainsi travaillé 24 heures de rang. Pour les Turcs, inconnues les consignes de sécurité. Et même les gants, les chaussures, les lunettes de protection font défaut.

Wallraff raconte la gêne d'un ingénieur de chez Thyssen chargé de la sécurité. Son appareil de contrôle des émanations de gaz clignote, signal de retraite immédiate. Il dit qu'il est cassé et va en chercher un autre : même scénario ; il se retire, gêné. Les travailleurs turcs respirent à pleins poumons amiante, plomb, gaz et autres. Ils vieillissent vite dans les entreprises allemandes.

De là à les traiter comme cobayes, il n'y a qu'un pas, franchi par l'industrie pharmaceutique. Les travailleurs exténués par les doubles et triples postes et la poussière d'amiante vont parfois prendre du "repos" dans les labos où l'on teste des médicaments qui dérèglent leur système hormonal, leur donnent maux de tête et vomissements. En échange, on les nourrit — mal — et on leur fournit une couchette dans un dortoir, leurs vacances en quelque sorte.

Après avoir subi tout cela, il restait à l'auteur un passage à la plus vieille centrale atomique du pays pour que le circuit soit complet. Elle a besoin de réparations fréquentes, les travailleurs turcs sont là pour ça. Tant pis pour eux s'ils subissent en quelques heures le maximum d'irradiation toléré pour une année d'après les normes de sécurité. Wallraff a capitulé devant cette dernière épreuve, mais il a eu l'occasion, après une petite mise en scène, de tester le cynisme de son employeur, tout prêt à fournir à la centrale un commando-suicide pourvu qu'on lui garantisse qu'il ne serait pas officiellement impliqué.



Günther Wallraff

Pourtant, écrit Wallraff, dans la condition de travailleur immigré, le pire ce ne sont pas toutes ces épreuves, *"le pire, c'est le mépris et les humiliations auxquels j'ai dû faire face"*. Son livre regorge d'exemples : depuis les prêtres catholiques en passant par tous les nostalgiques du nazisme, ouvriers bien allemands, maîtrise, patrons de café...

Une fois le livre refermé, on partage un peu les réactions de l'auteur, cette réalité est pire que ce que l'on imaginait, que ce que l'on croyait savoir. C'est l'envers du décor d'un grand pays industriel, fier de ses réalisations et de sa technique de pointe. Ce n'est évidemment pas valable que pour l'Allemagne. *"Nous aurions... l'emploi d'apprentis-Wallraff en France"* écrit Gilles Perrault dans sa préface. Mais, outre que les Wallraff ne sont pas nombreux, ce qu'il y aurait à faire dépasse de beaucoup leur bonne volonté. Un livre comme celui-ci redit à quel point la révolution reste d'actualié à notre époque. En attendant, on ne peut que se réjouir de l'énorme succès de librairie de ce livre en RFA depuis six mois, et ici, probablement.

Solange DUPUY

☐ Tête de Turc, *de Günter Wallraff*
Ed. La Découverte - 308 pages, 80 F

On peut lire aussi avec intérêt un précédent livre de Günter Wallraff paru en France, Le journaliste indésirable *aux éditions Maspéro.*

Ali (à droite) avec des collègues de travail

films

"ZONE ROUGE"

de Robert Enrico

Un fût de produit toxique tombé d'un camion pollue la réserve d'eau potable d'un petit village. L'engrenage s'enclenche : d'un côté, la société de convoyage, sa milice privée, la police et la justice essaient de dissimuler l'accident... en faisant disparaître les témoins. De l'autre, les deux héros cherchent les preuves du crime et les responsables.

Cela rappelle bien sûr l'histoire du camion de dioxine disparu dans le Midi, retrouvé dans le Nord et que le ministre de l'Environnement, Huguette Bouchardeau, n'avait pas vu passer. A ceci près que si les industriels ont bien pris des risques mortels (pour la population), ils n'ont pas eu besoin, eux, de tueurs à gages. Un ministre myope, une police aveugle, une justice complaisante et une presse peu curieuse ont suffi.

Le film comporte en fait une bonne dose d'invraisemblances et la démonstration est tellement chargée qu'elle finit par ne plus rien prouver. Dommage.

P.G.

sélection ciné

BRAZIL
de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de *1984,* un film délirant et percutant.

Saint-Germain Huchette, 5e (VO). Trois Parnassiens, 14e (VO).

CONSEIL DE FAMILLE
de Costa-Gavras

Comment être un bourgeois conservateur et moralisateur le jour, à la maison, et la nuit... truand. Les ficelles sont un peu grosses, mais c'est une bonne distraction.

14 Juillet Odéon 6e. Gaumont Ambassade 8e. Paramount Opéra 9e. Gaumont Parnasse 14e. Gaumont Convention 15e, 14 Juillet 15e.

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Latina 4e (VO), 14 Juillet Parnasse 6e (VO), Marbeuf 8e (VO).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5e (VO).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN
de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Capri 2e, Impérial 2e, Quintette 5e, Gaumont Ambassade 8e, George V 8e, Fauvette 13e, Montparnos 14e, Clichy Pathé 18e, Tourelles 20e.

CUORE
de Luigi Comencini

Une école à Turin au début du siècle. Mais la jeune classe se retrouve dans l'enfer des tranchées de 14-18...

Cité Internationale, 14e (VO).

LES RIPOUX
de Claude Zidi

Qui sont les plus pourris, les truands ou les flics censés leur faire la chasse ? Avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Calypso, 17e.

Sélection télé

Samedi 19 avril

20 h 35. TF1 — L'affaire Besnard. Deuxième partie du téléfilm avec Alice Sapritch.

22 h 15. TF1 — Droit de réponse : l'esprit de contradiction. Pour la deuxième fois, l'émission en direct de Michel Polac est consacrée à la DDASS — l'ex-assistance publique. Parmi les participants, le chanteur Jean-Luc Lahaye.

Dimanche 20 avril

20 h 30. TF1 — Film : **Le Serpent,** d'Henri Verneuil (1972) avec Yul Brynner, Philippe Noiret, Henry Fonda. Un espion soviétique choisit la liberté...

20 h 35. FR3 — Histoire d'un jour. L'émission historique de Philippe Alfonsi est consacrée au 5 décembre 1944 et fait le point sur l'**épuration.** En faisant payer des collaborateurs du régime vichyste, le nouveau régime assurait la continuité de l'Etat bourgeois.

22 h 40. FR3 — Cinéma de minuit : **The strange affair of uncle Harry** (L'étrange affaire de l'oncle Harry) est un film noir de Robert Siodmak (1945). Interprété par George Sanders et Géraldine Fitzgerald, il raconte la passion d'un frère pour sa sœur jusqu'à la conclusion délirante !

Lundi 21 avril

20 h 30. La 5 — Film : **Marathon Man,** de John Schlesinger (1976), avec Dustin Hoffman. Un film à suspense assez réussi même si la fin n'est pas à la hauteur des espérances du spectateur.

20 h 35. FR3 — Film : **Le Pistonné,** de Claude Berri (1970). Comédie satirique. C'est la guerre en Algérie. Guy Bedos bidasse malgré lui échappe à l'Algérie mais pas à l'armée.

22 h 00. A2 — Touche pas à mon poste. Troisième volet de cette grande enquête sur la télévision française. Comment se fabriquent la météo, Droit de réponse, Cocoricocoboy, l'Heure de Vérité, etc.

Mercredi 23 avril

20 h 35. TF1 — L'ami Maupassant. Berthe, troisième conte de l'écrivain adapté sous la houlette de Claude Santelli.

20 h 35. A2 — L'heure de vérité. Pour la cinquième fois, Jacques Chirac vient nous mentir dans le cadre de cette émission.

Jeudi 24 avril

20 h 30. TF1 — Questions à domicile. Anne Sinclair et Pierre-Luc Séguillon rendent visite à Charles Hernu.

Vendredi 25 avril

21 h 30. A2 — Apostrophes. Chacun à sa manière, Irène Pennacchioni, Anny Duperey, Anthony Summers, Guy Dupré et Elisabeth Badinter traitent des problèmes du couple.

22 h 55. A2 — Ciné-club : Madame porte la culotte, de George Cukor (1949) avec Spencer Tracy et Katherine Hepburn. Comédie : Un procès va-t-il briser la vie de couple d'un procureur marié à une avocate ?

Dans quatre semaines,

LA FÊTE !

De très nombeux artistes, des chanteurs, des groupes musicaux, des comédiens, des troupes théâtrales, etc., nous ont déjà annoncé qu'ils seraient présents durant les trois jours de la fête de LUTTE OUVRIERE, les 17, 18 et 19 mai prochains.

Nous ne pouvons les citer tous, d'autant que notre programme n'est pas encore définitif.

Mais nous savons déjà que :

David Koven sera parmi nous le samedi 17 mai ; Brenda Wootton et Pierre Perret le dimanche ; Classées X et Rachid Bahri le lundi.
Seront aussi présents le Gruppo Teatro Laboratorio di Verona avec ses spectacles de Commedia dell'Arte ; Théâtre à Bâtir (avec ses démonstrations et ses animations de trapèze) ; Emmanuel Andertal (chansons) ; Good News (musique Blue Grass) ; Hizar (chants berbères).

Au fur et à mesure que le programme artistique sera mis au point, nous le publierons dans *Lutte Ouvrière*.

Mais, encore une fois, c'est par dizaines que se compteront les artistes qui se produiront sur le Grand Podium, au Théâtre ou dans la fête elle-même, dans les allées, sur les pelouses.

La nuit du dimanche au lundi, comme il est de tradition, il y aura un bal de nuit (sur de la musique enregistrée).

Et puis, bien sûr, deux cinémas qui passeront en permanence des films dont nous publierons la liste ultérieurement.

Pour ceux que passionne la science, il y aura à nouveau un vaste chapiteau entièrement consacré à des expositions scientifiques, avec des débats, des discussions.

Et tous ces spectacles, cinémas, bal, expositions, sont gratuits dès lors qu'on est dans la fête.

Le prix de la carte d'entrée est de 35 F. Mais attention : ce tarif réduit est valable uniquement lorsqu'on achète la carte d'avance. Lors de la fête, le prix normal de l'entrée sera de 45 F. Achetez donc votre carte dès maintenant !

Procurez-vous également des bons d'achat qui vous permettent de tout acheter à 80 % de sa valeur : nourriture, boisson, produits artisanaux, livres, disques, participation à certains jeux, etc. (une seule exception : tabac et cigarettes, vendus en francs Balladur).

Rappelons pour finir qu'un service de cars gratuits fonctionnera sans discontinuer durant les trois jours de la fête, ainsi que pendant la nuit du bal.

A LA PENTECOTE 86, LES SAMEDI 17, DIMANCHE 18 ET LUNDI 19 MAI, TOUS A LA FETE DE LUTTE OUVRIERE !

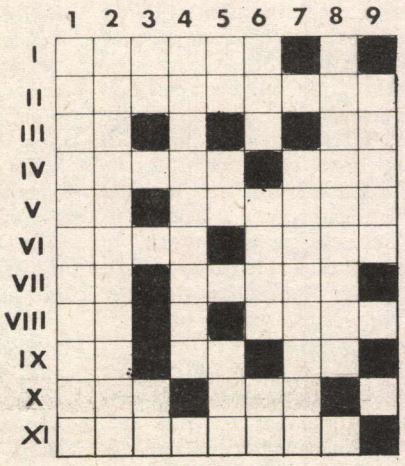
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Règle. II. Mettre les réponses en question. III. Sigle précieux. Syndicat. IV. Il n'y a qu'au cinéma qu'il peut être drôle. Personnel. V. Préposition. Cage à "singes". VI. Marteau. En Allemagne. VII. Personnel. Astronome italien. VIII. Démonstratif. Danger quand on le brûle. IX. Entrée d'une issue. Possessif. Intérieur anglais. X. Beau quand il est chaud. Inclus dans la lave XI. Nymphes de la mer.

VERTICALEMENT

1. Disciple de Platon. 2. Fait la pige. 3. Début d'une longue série. Symbole. 4. Fortifiant. 5. Règle. Façon d'être. Pacha. 6. Direction. Vieille déesse. Débute l'addition. 7. Endormie. 8. Elle fait fonctionner des petites cellules. 9. Cheval ou vache.



NATIONALISATIONS, PRIVATISATIONS :

DEUX FICTIONS JURIDIQUES POUR UNE MÊME RÉALITÉ CAPITALISTE

Au delà des propagandes officielles qui associent gauche et nationalisations d'une part, droite et privatisations de l'autre, il y a dans ces politiques qui se succèdent bien plus de continuité que d'opposition.

En France notamment, la droite a elle-même opéré bien plus de nationalisations que la gauche. Ne serait-ce que parce qu'elle a été quasiment toujours au gouvernement ! Sans parler des nationalisations inavouées, dites "rampantes" : c'est sous Giscard par exemple que l'Etat était devenu actionnaire majoritaire dans la sidérurgie, bien avant que Mitterrand ne baptise cela "nationalisation". Quant à la revente d'actions des sociétés nationalisées, cela avait commencé déjà sous le gouvernement de gauche. Ce sont les mêmes capitalistes qui profitent des opérations dans les deux sens, les mêmes PDG qui souvent président successivement aux destinées des sociétés privées ou nationalisées, quand ils ne figurent pas au même moment dans les conseils d'administration des deux à la fois.

Car, à notre époque du capitalisme vieillissant, qui ne peut subsister qu'en parasite de l'énorme budget de l'Etat, capitaux privés et capitaux d'Etat sont étroitement imbriqués, les seconds se trouvant au service des premiers, bien entendu.

Et, en tant que protecteurs artificiels d'un capital privé devenu incapable d'assurer le développement des forces productives, les Etats capitalistes ont acquis un rôle économique profondément réactionnaire.

Olivier BELIN

VENTE D'ACTIONS DES SOCIÉTÉS NATIONALISÉES :

LES BONNES ŒUVRES DE CHIRAC, APRÈS CELLES DE FABIUS

Le gouvernement Chirac a prévu 7 milliards de francs de recettes au titre de la privatisation, alors même que la loi sur les privatisations n'est pas encore votée. Mais c'est qu'avec la seule législation actuelle, l'Etat a le droit de vendre une partie des actions de certaines nationalisées cotées en Bourse, à condition de ne pas descendre au-dessous d'un certain seuil : 75 % pour les trois groupes d'assurance nationalisés en 1946 (l'UAP, les AGF, le GAN) et 54 % pour Elf.

C'est l'occasion d'apprendre que le gouvernement socialiste ne s'était pas privé de vendre des parts dans ces groupes (nationalisés avant 1981, mais Mitterrand n'avait pas mis son veto...) : à l'UAP, par exemple, la participation de l'Etat était de 91,8 % au début de 1980, et de 86,5 % fin 1985.

En vendant quelques actions, l'Etat réaliserait une assez belle opération : l'action du GAN cote aujourd'hui 12 600 F contre 1 500 F il y a un an (8,4 fois plus...) et celle de l'UAP 2 400 F contre 250 F (9,6 fois plus)... Pour se dépêcher de faire quelques cadeaux aux agriculteurs ou aux entreprises, le gouvernement va donc commencer à vendre les meubles.

Mais, comme il ne servirait à rien d'arroser des nantis avec de l'argent pris à des nantis, compréhensif, le gouvernement, a prévu de vendre avec une "décote" de 20 % (c'est-à-dire un rabais de 20 %) pour attirer les clients. Comme s'il y avait besoin de cela ! En un seul jour, le 14 avril, le titre d'Elf a augmenté de 10 %... Même sans rabais, les titres en question ont l'air "attractifs" !

J.J.F.

SCÈNES DE LA VIE PRIVÉE ET PUBLIQUE :

UN : ON EXTORQUE UNE DOT A L'ÉTAT DEUX : ON LUI RACHÈTE SES MEUBLES AVEC LA DOT

En 1982, Mitterrand nationalisait un certain nombre de banques... à prix d'or. Témoin ce banquier qui disait récemment à un journaliste du *Nouvel Observateur,* en parlant de la Banque Vernes, nationalisée il y a quatre ans : *"Les actionnaires ont réussi à revendre 300 millions de francs une banque tout juste bonne pour Bernard Tapie" !*

Et les actionnaires en question n'ont pas laissé dormir l'argent dont l'Etat les arrosait. Ils ont racheté, avec, d'autres entreprises ou l'ont placé à la Bourse. L'ancien patron de la Banque Vernes s'est, pour sa part, racheté la Banque Industrielle et Commerciale du Marais, qui présentait par rapport à l'autre l'avantage de ne pas être déficitaire. A sa tête, il a fait des affaires suffisamment juteuses pour envisager aujourd'hui d'acquérir des parts de Paribas... lors de sa prochaine privatisation.

L'histoire n'est pas unique. Les Rothschild, qui avaient reçu 440 millions de l'Etat pour le rachat de leur banque, également déficitaire, les Dassault, les Worms et quelques autres ont tous constitué un "trésor de guerre", comme ils disent, en vue de racheter des parts des privatisées, qui seront très certainement cédées au rabais. C'est au nom de la libre concurrence que le gouvernement Chirac dénationalise, mais les banquiers, eux, s'apprêtent à réaliser des affaires défiant toute concurrence !

M.D.

Privatisations socialistes

Bien qu'elles ne soient en principe pas visées par les projets de privatisation du gouvernement, certaines entreprises publiques comme EDF, GDF ou la SNCF, peuvent elles aussi se trouver concernées.

Il est vrai que, dans leur cas, le gouvernement Chirac n'aura pas grand-chose à faire. C'est celui de Fabius qui s'en était déjà chargé pour lui, en faisant adopter par l'Assemblée, le 21 juin 1985, un amendement à la loi de nationalisation de 1946.

Cet amendement autorise les entreprises publiques à émettre des "titres participatifs", c'est-à-dire à vendre au public des parts de leur capital. Ces titres donnent droit à des dividendes, comme les actions, mais pas à un contrôle sur le fonctionnement de l'entreprise. Mais un simple décret suffirait à transformer, discrètement, ces titres en actions et à donner à leurs détenteurs des droits que seul l'Etat avait jusqu'à présent.

LA MAFIA FINANCIÈRE ne connaît pas les frontières entre le privé et le public

Pierre Moussa avait réussi il y a cinq ans, au moment de la nationalisation de Paribas, la banque d'affaires à la tête de laquelle il se trouvait, à soustraire de l'opération sa filiale "Paribas Suisse", qui était devenue "autonome".

Après ce coup fourré à la barbe du gouvernement de gauche, Pierre Moussa n'était pas resté inactif. Il *"revient avec de l'argent et des amis"*, relate le journal *Les Echos* du 15 avril, prêt à profiter de la privatisation. Ce monsieur est aujourd'hui puissant : il est à la tête d'un groupe international *"susceptible de jouer un rôle appréciable dans un vaste processus de privatisation en France"*, dit le journal *Les Echos,* qui précise : *"L'ancien président de Paribas vient en outre de créer deux structures spécialement conçues pour intervenir sur le marché français, Frandev et Francefund, deux fonds destinés, le premier aux investisseurs français, le second aux investisseurs américains. (...) Frandev, monté directement par Pallas Group, est entièrement constitué. Dans son capital de 850 millions de francs, on trouve la fine fleur de l'assurance française : les trois groupes nationalisés (UAP, AGF, GAN), mais aussi le groupe Victoire, le groupe Concorde la MACIF, la SFAC, le Secours, etc.*

De nombreux organismes financiers y sont aussi présents : la Caisse Centrale des Banques Populaires, la BRED, la Caisse des Dépôts, le Crédit Mutuel, etc. Pierre Moussa est surtout fier de son conseil d'administration, qui ressemble à un bottin mondain de la haute industrie : Jacques Calvet (PDG de Peugeot) y côtoie Gilbert Trigano (Club Méditerranée), Gérard Pélisson (groupe Accor) y retrouve Didier Pineau-Valenciennes (Schneider), Georges Pébereau (CGE), Jean-Louis Descours (chaussures André), François Dalle (L'Oréal), Jérôme Monod (Lyonnaise des Eaux), Yvette Chassagne (UAP), Michel Albert (AGF) et Jean Gandois (ex-Rhône-Poulenc, chargé d'une mission sur la sidérurgie)...

Francefund, le fonds américain, sera, lui, géré par les deux banques Dillon Read (la maison-mère américaine et la filiale britannique), tout en étant présidé, comme Frandev, par Pierre Moussa".

Notons au passage que, pour racheter du nationalisé, Pierre Moussa a bien choisi ses acolytes, puisque figure dans la liste du conseil d'administration ci-dessus un bon nombre de PDG de sociétés nationalisées. Sûr que ces gens-là, en tant qu'acheteurs privés de biens d'Etat, obtiendront des conditions avantageuses, puisque ce sont les sociétés qu'ils dirigent qu'ils vont se vendre à eux-mêmes...

L.G.

DANS LES ENTREPRISES

CRÉDIT LYONNAIS (Paris)

AU SERVICE "BOURSE" L'ACTION EST ENGAGÉE

Au Crédit Lyonnais, le service Bourse est divisé en deux unités, "Bourse Paris" et "Bourse Province", auxquelles est adjointe l'unité "Traitements Généraux, Règlements Bourse".

Le mercredi 9 avril, l'unité Bourse de Paris décidait de débrayer suite aux réponses de la direction sur les problèmes de surcroît de travail et de manque de personnel soulevés par les syndicats la veille en réunion de délégués du personnel, et après que 150 personnes eurent signé une pétition.

La présence de 32 intérimaires dans le service (250 personnes) atteste bien du problème et le personnel demande leur formation et leur embauche.

Le mercredi matin 9 avril, plus de 80 personnes des trois secteurs cessent le travail et vont se réunir. Mais là va se faire jour une coupure entre ceux qui veulent simplement montrer leur colère et ceux qui veulent vraiment se mettre en grève. Et l'après-midi, seulement 40 personnes continueront.

Ceux-là vont essayer d'entraîner les autres. Le jeudi 10 avril, ils tentent de convaincre les hésitants à faire 24 heures le vendredi 11.

Ce jour-là 77 personnes feront grève, mais seulement 30 viendront à la réunion.

A partir de là, le mouvement va décliner, mais trente personnes, principalement le secteur Bourse Paris, vont continuer à débrayer au moins 2 heures chaque jour.

Le lundi 14, la direction reçoit une délégation de 10 grévistes. Elle annonce le renforcement des effectifs par 10 personnes d'ici fin mai, ce qui est insuffisant.

Elle annonce aussi des changements de procédure dans le boulot, mais refuse les compensations demandées : 1 000 F de prime et 2 jours de congé supplémentaires pour le surcroît de travail.

Jeudi 17/4, jour de la réunion du Comité d'Etablissement où la direction doit parler du service Bourse, une nouvelle grève de 24 heures est décidée, les plus décidés espérant rallier les autres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995